

Du fossé culturel à la bipolarisation idéologique

L'exemple de la presse valaisanne
face à la politique intérieure
du début des années vingt

par
Yves FOURNIER

Chapitre essentiel de l'évolution politique de la Confédération, la période de l'entre-deux-guerres est souvent considérée comme le « creuset de la Suisse actuelle »¹. Le passage de la *Grande Guerre* à la Seconde Guerre mondiale est en effet riche en enseignements et laisse entrevoir divers éléments qui, plus tard, s'affirmeront comme constantes politiques. Aussi tenterons-nous, par le biais de deux analyses de presse, de déceler ce qui, dans l'immédiat après-guerre, annonce les modifications politiques profondes de la deuxième partie du vingtième siècle suisse et valaisan.

Le choix des votations et des périodiques

Précisons d'emblée que l'ampleur de cette étude ne nous permettra pas de dresser un panorama complet des votations des années suivant la Première Guerre mondiale. Nous nous bornerons par conséquent à en choisir deux en fonction de la place que la presse leur a réservée dans ses colonnes et de la participation au scrutin. Notre choix s'est ainsi porté sur l'adhésion de la Suisse à la SDN en 1920 et le prélèvement unique sur la fortune en 1922.

Autre problème délicat : la sélection des journaux. Nous avons tenu à ce que cette palette se révèle proportionnelle aux diverses entités politiques, linguistiques ou géographiques du Valais. Le premier critère, celui tenant compte d'une appartenance politique clairement définie, nous a permis initialement de diminuer de façon sensible le nombre de titres proposés par la *Bibliographie der Schweizer Presse* de Fritz Blaser. Une fois ce tri opéré,

¹ R. RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 424.

nous pouvions déjà retenir *Le Confédéré* (CONF)², seul organe radical édité d'un bout à l'autre de l'entre-deux-guerres³, et *L'Avenir* (AV), prédécesseur du *Peuple valaisan*, socialiste.

La sélection des gazettes conservatrices⁴ a été beaucoup moins simple du fait de leur plus grand nombre. Il a fallu tout d'abord en déterminer la quantité à retenir de façon à ce que notre palette finale soit représentative de la force de ce parti majoritaire.

Comme le prouve le tableau 1, les conservateurs représentaient plus de 70 % des députés. Nous avons par conséquent convenu de choisir au moins quatre périodiques majoritaires sur six afin de respecter une répartition proportionnelle aux diverses tendances partisans.

A ces considérations d'ordre politique, est venue se greffer une répartition linguistique. Dans le but de refléter le plus précisément possible le pourcentage de la population germanophone⁵, le nombre de gazettes en caractères gothiques devait atteindre environ un tiers des journaux choisis. Aussi, prenant encore en compte la répartition géographique des lieux d'éditions, notre choix s'est porté sur le *Nouvelliste valaisan* (NV), *Le Valais* (VS) prédécesseur de *La Patrie Valaisanne* (PA), pour la partie francophone, et sur le *Walliser Bote* (WB) et le *Walliser Volksfreund* (WV), pour le Haut-Valais.

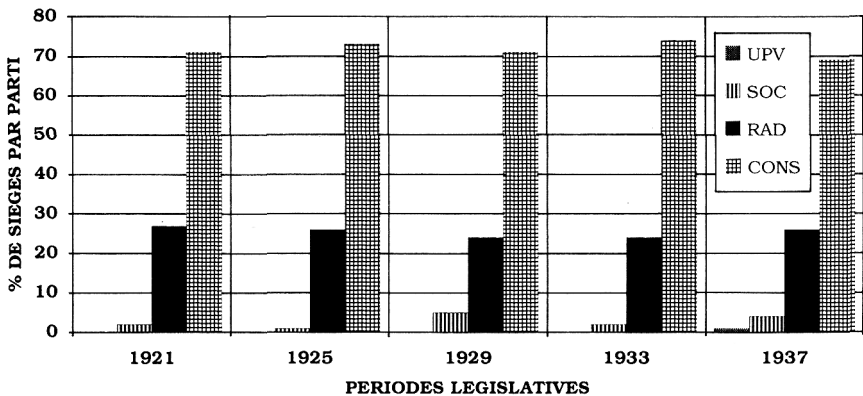


Tableau 1 – Le Grand Conseil durant l'entre-deux-guerres. Nombre de sièges par parti, en pour-cent.

² Entre parenthèses, l'abréviation employée dans les différents tableaux d'arguments et dans le chapitre des notes et références.

³ Un autre journal radical fut édité dans la partie germanophone. *Der Oberwalliser* fut toutefois écarté pour son caractère éphémère (1929-1936).

⁴ Nous faisons naturellement allusion ici au parti conservateur qui sera plus tard abrégé PCPS (parti conservateur populaire suisse).

⁵ Celle-ci atteint une moyenne de 32,8 % sur les quatre recensements établis entre 1910 et 1941.

Les six principaux périodiques ainsi retenus sont :

- *Le Nouvelliste valaisan* (NV), conservateur «progressiste», St-Maurice.
- *Le Valais* (VS), conservateur «traditionnel», St-Maurice, Sierre.
- *Walliser Bote* (WB), conservateur «traditionnel», Sion, Viège.
- *Walliser Volksfreund* (WV), conservateur chrétien-social, Sion, Brigue.
- *Le Confédéré* (CONF), radical-libéral, Martigny.
- *L'Avenir* (AV), socialiste, Lausanne, La Chaux-de-Fonds.

Ce choix de journaux n'est certes pas parfait et contient forcément une part de subjectivité. Mais, avec 33 % de périodiques germanophones et 66 % de gazettes conservatrices, il nous est toutefois apparu comme très proche des proportions réelles des différentes entités linguistiques et politiques. Aussi, pourrions-nous considérer cet échantillon comme représentatif de la presse valaisanne de l'entre-deux-guerres.

Essentiellement fondée sur l'article intitulé *Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse* de Roland Ruffieux, cette étude privilégiera la critique interne au détriment d'une littérature intermédiaire et du cadre historique volontairement écartés.

Ces deux analyses décriront la genèse des scrutins retenus avant de développer la pièce maîtresse de ces pages : l'analyse de presse. Celle-ci se développera à partir de la répartition thématique des arguments que nous ferons figurer dans un tableau récapitulatif (tableaux 2 et 4). Celui-ci mentionnera la provenance de ces derniers – allusion aux journaux – et l'option qu'ils défendent (+ pour le oui, – pour le non). Ce dépouillement et les commentaires y référant auront pour fondement les articles des quatre semaines précédant le vote.

Enfin, nous nous sommes attachés à refléter, dans la dernière partie de ces analyses, les commentaires de la presse parue durant la semaine suivant le scrutin. Nous avons également tenté de comparer ces résultats cantonaux avec ceux des régions romandes ou catholiques, d'apprécier les différences entre les deux parties linguistiques du canton et de souligner les divergences entre les verdicts des districts que nous retrouverons graphiquement (tableaux 3 et 5) sous forme d'histogrammes⁶.

La méthode ainsi employée devrait nous aider à mieux saisir les résultats de ce canton et à les comparer avec ceux d'entités linguistiques ou confessionnelles. Cette démarche nous permettra également d'apprécier les qualités de l'argumentaire de cette presse valaisanne et surtout mettra en évidence certaines tendances qui préfigureront la politique intérieure suisse de la première moitié du vingtième siècle.

⁶ Ces derniers comportent les abréviations des 13 dizains valaisans. GO: Goms (Conches), OR: Oestlich-Raron, BR: Brig, VI: Visp, WR: Westlich-Raron, LE: Leuk, SI: Sierre, HE: Hérens, SO: Sion, CO: Conthey, MA: Martigny, EN: Entremont, SM: St-Maurice, MO: Monthey. Notons que les districts haut-valaisans ont volontairement été reportés en italique alors qu'à la droite du tableau nous avons fait figurer la moyenne valaisanne en caractère gras.

Walliser Bote

Unterabdruck cantonale.

Rätholisch-konservatives

Erscheint zweimal wöchentlich

Organ für Oberwallis.

in Sitten und Aost



Abonnementspreis:

Abonn.: Halbjährlich Fr. 2.60 (mit Zustellgeld Fr. 4.10)

Abonn.: Jährlich Fr. 5.— (mit Zustellgeld Fr. 7.90)

Bei der Post bestellt je 20 Rs. mehr.

Verkaufspreis:

Wallis: Die Landeszeitung oder deren Raum 20 Cts.

Schweiz: Die Landeszeitung oder deren Raum 30 Cts. Ausland 40 Cts.

Kleinanzeigen: 60 Cts. — Ausland 80 Cts.

z. Annoncen werben man sich am besten direkt bei der Redaktion, Sitten, oder bei der Druckerei J. A. Moser, Sitten.

Der selige Bruder Klaus ratet uns gut:

„Eidgenossen, mischet euch nicht in fremde Sündel!“

Hand weg vom Völkerbund! Es lebe der alte, liebe Schweizerbund!

Grüß, dir, liebe Heimat! ott schätze dich, freies, unabhängiges Schweizerland!

Seit den früheren Novembertagen 1918 erlitt vom je n her bald in schillernden Tönen das vom offenen Aufsteig ausbreitenden Revolutionären, bald in leisen schleichenden Stimmen, der Ruf zum Abfall vom alten, inneren Schweizerbund. Das schöne, liebe Schweizergesetz sollte nichtgerichtet und seine Wurzeln und Pfähle, die Stütze einer internationalen, kollektivistischen Völkervereinigung werden.

Das gesunde, konsequente denkende Schweizer Volk hat diesen Ruf nicht erlitten und das Haus vor allen Türen geschlossen.

Aber heute dringt eine neue große Gefahr vom Westen her. Die Gefahr ist groß, weil sie von allen Seiten her einfallen könnte und auf gleichgerichteten Schlagwörtern in der letzten Zeit, die zum Scheitern des Schweizerbundes und zum Untergang der Welt führen, zu verbergen sucht.

Die Gefahr ist bedenklich, weil sie (scheinbar) schiffelnde Vorteile darstellt, mit dem Völkerbund verbunden, und so für die Schweizer Völkervereinigung.

Aber die Gefahr ist da; sie ist groß und schwer; sie bedroht sich mit den 100 Jahren unter dem Schlagwort der Lage: Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit.

Freiheit, heißt es; aber mit dem Eintritt in den Völkerbund ist unsere Freiheit, die alte, schweizerische Unabhängigkeit und Neutralität dahin.

Gleichheit wird uns gegeben; wir werden ein berechtigtes Mitglied im Rate der Völker; ihr werdet eine wie die Götter. Das ist nicht wahr. Wir werden im Völkerbunde keine Stimme haben; wir werden zu stillen und Kraftlosen einiger Völker, die unter uns verlangen werden.

Brüderlichkeit und verschiedene schöne Ideale d internationaler Ordnung werden und werden, er das sind leuchtende Versprechungen, von denen wir gar nicht wissen wie sie zur Ausführung gelangen und die er auch ohne Eintritt in den Völkerbund bekommen können.

Wird das Schweizer Volk am morgigen Entscheidungstage durch diese schillernden Verlockungen betört sein?

Wir können es nicht glauben.

Nein! Nein! Nein! Das Schweizer Volk morgen (eine große Entscheidung) erkennen, ein taugliches Bundesmitglied zu sein, seine alte Freiheit und Unabhängigkeit wahren, zu angemessener Neutralität retten.

Hand weg vom Völkerbund!
„Hand nicht; geh nicht zu hinein; bleib zu die h. freie, unabhängige Schweiz.“
„Gott schütze das Vaterland!“

Stimmzettel

zur

Vollversammlung vom 16. Mai 1920.

Der Völkerbund — ein Werk der Freimaurer.

Wer hat das Statut des jetzigen Völkerbundes ausgearbeitet?

Nicht Staatsmänner, nicht Politiker, sondern die Logenbrüder der Freimaurer — hinter geschlossenen Türen. Man kennt die Vertreter aller Staaten, die dabei mitgewirkt haben. Von je 10 Delegierten, die den jetzigen Völkerbundspakt verfaßt haben, sind 9 Freimaurer, also 90 %.

Einmal schaute der Oberste Rat (der 4. nationaler Freimaurer, nämlich Clemenceau, Wilson, Lloyd George, Cernomyr, der fünfte war ein unglücklicher Japaner. Aber bei sei nur Zufall, rebe man aus).

Der Völkerbund ist das erste Ziel im Plane der Weltfreimaurerei. Letztes Ziel ist die Weltrepublik und die Weltgleichheit, die Humanität, die Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit, aber ohne Gott und ohne Christus.

Es das möglich ist, ob das geschehe, das ist freilich eine andere Frage; aber keine Frage ist, daß die Weltrepublik, das erste Ziel ist der Völkerbund, ein großer Schritt. Lange bevor die Bombe von Sarajewo platze, lange bevor der englische König Eduard VII. ein Mann der Loge, seine Jüden um Deutschland spannen, waren diese Pläne ausgearbeitet und hätte man die Weltrepublik umgeschrieben. Wer sich darüber belehren lassen will, findet Literatur genug; der Zeitungsbericht auf nicht wenig neue Schriften hierüber auf den Markt. Schon im 18. Jahrhundert arbeiteten englische und französische Freimaurer (der englische Deismus und die sog. franz. Philosophie) auf diesen Internationalismus auf geistigen Gebiete. Die ganze französische Revolution ist nichts anderes als eine der ersten großen Etappen in dieser Richtung. Der Bund am unglücklichen König Ludwig XVI. wurde von den Freimaurern, mehr als bürgerliche in Deutschland, beschlossen. Die Völkerbündnisse mit der physischen Revolutionen müßte auf den heutigen französischen Kriegen seit diese Ideen, vom Jahre 1789, und die Inhaftierung: Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit brachten viele Teile an. Alle bürgerlichen Schichten müssen niederknien werden; die Schöpfung, welche Religionen, Völkerstämme, Länder und Stände aufgeführt haben, müssen fallen damit das „allgemeine Menschentum“, der „allgemeine Völkerbund“, das wahre Humanitätsprinzip zur Herrschaft gelangen.

Alle Autorität über die Welt ist den Freimaurern unterworfen. Die Völkerstämme, jede Autorität, die nicht auf rein menschlicher Grundlage ruht, Ungeheuerlichkeit. Das letzte Ziel aller der Bemühungen, um Durchführung dieser Grundzüge ist eine von jeder geistlichen wie weltlichen Despotie befreite Weltrepublik der autonomen Völker.

Um dieses Ziel zu erreichen, muß vor allem alles zerstört werden im Inneren und im öffentlichen Leben. Es muß erreicht, keine können sich die Völker auf den Trümmern des alten Despotismus die Hände reiben, und die erste Kette der Brüderlichkeit, der Gleichheit, der Brüderlichkeit, der Freiheit und des Friedens kann zur Tat werden, so gezeichnete Weg die Ziele der Loge 10 Jahre vor Ausbruch des Weltkrieges, nach dem Plane der Weltfreimaurerei soll an Stelle der, daß

Seit einem Jahrhundert wurden diese Ideen von den Freimaurer-Logen gelebt und gepflegt und verbreitet; vor mehr als einem halben Jahrhundert der 11. Völkerbund, „die Vereinigten Staaten Europas“ errichtet; die Pläne, die logenfreundlichen Führer der Völker, bereiten sich ebenfalls in diesen Sinne vor. Im Weltkrieg wurden Deutschland und Österreich gestreift; der Boden ist geebnet; da mochte Bruder Wilson das Wort vom großen „Völkerbund“ in die Welt. Die Freimaurer jünger, Politiker und Generale, kein einziger Völkerstämme, entwerfen den Völkerbund; der Entwurf des Völkerbundes ist in geheimen Sitzungen endlich angenommen.

Jetzt kann die Propaganda beginnen. In London, dem Gründungsort der Weltfreimaurerei (1717), werden bald 20 Millionen Taler gesammelt; und in der Schweiz sind gerade die Örtchen der Loge, die Weltmeister und die Völkervereinigung, wie die „Völkerbündnisse“ und die Völkervereinigung, in Lugano, besonders bestrebt, die mit dem Eintritt in den Völkerbund verbunden werden.

Der Völkerbund ist ein Werk der Freimaurer; er ist ihr gegenwärtiges Heiligtum; er ist, aus dem Herzen aus, das Werk der Freimaurer.

Und bei sollten wir dem Völkerbunde den Eintritt in diesen Völkerbund empfehlen können?

Nein.

Freie Schweizer oder unglückliche Vasallen?

Wir alle Eidgenossen, deutsch und deutsch, wir haben nur das eine große Interesse und nur den einen heiligen Wunsch, frei zu bleiben und unabhängig wie unsere Väter waren (Schweizer). Das war der Wunsch, der seit Jahrhunderten die Schweizer befehle, groß, angesehen und glücklich machte.

Als in den neunziger Jahren von Italien her den Schweizer Summationen gemacht wurden, zugunsten des Völkerbundes unsere Neutralität aufzugeben, ging ein Sturm der Entrüstung durchs Land. Die Bundespräsidenten, die in einer mächtigen Weise in Genes, erklärte, das Schweizer Volk solle sich durch niemand und nie von seiner Neutralität abbringen, erklärte unerschütterlich: „Als beim Ausbruch des Weltkrieges die Schweizerelobden aufgehoben wurden, unsere Völkern zu schützen gegen jeden Eingriff, da wurde der Bundesrat auch nicht müde, einer Macht nach der anderen zu erklären, daß die Schweiz neutral aufgeben würde, frei und unabhängig von jedem fremden Einfluß. Im Laufe der Zeit, und nach am 8. Februar 1919, bestätigte der Bundesrat diese Erklärungen und das ganze Schweizer Volk stand hinter ihm.“

Und heute stellen die gleichen Bundesräte im Lande herum und empfehlen dem Eintritt zum Völkerbunde, mit dem wir unsere Neutralität aufgeben würden, frei und unabhängig von jedem fremden Einfluß. Im Laufe der Zeit, und nach am 8. Februar 1919, bestätigte der Bundesrat diese Erklärungen und das ganze Schweizer Volk stand hinter ihm.“

Wir dem Eintritt der Schweiz in den Völkerbund hört unsere Freiheit, ganze und volle, absolute Neutralität.

Fig. 1 – Walliser Bote, 15 mai 1920 (première page incomplète). La «une» entière est consacrée à défendre le «non» à l'adhésion de la Suisse à la Société des Nations.

L'adhésion de la Suisse à la SDN

La genèse de la votation

Les offres de bons offices, les nombreuses œuvres de secours⁷ et les «associations pacifistes de caractère international»⁸ ont souvent fleuri sur le sol helvétique sans toutefois imprimer un mouvement novateur à notre politique extérieure. Mais la nomination en 1918 de Calonder au Département politique, suivie bientôt de la formation d'une commission consultative, engage la Confédération sur le long chemin de l'adhésion à la Société des Nations.

Ce parcours fut d'abord semé d'embûches. La note du 20 novembre 1918 demandant une invitation à la Conférence de la Paix ne trouva pas d'écho favorable. Le mémorandum accompagné du projet du professeur Max Huber⁹ ou la visite du président Ador à Paris en janvier 1919 n'eurent pas plus de succès.

Les premiers résultats positifs sont à dater du 28 avril, date à laquelle la Suisse se vit confirmer l'attribution du siège de la SDN et la participation aux travaux de mise sur pied de l'organisation¹⁰. Le Conseil fédéral qui œuvrait depuis quelques temps déjà au niveau diplomatique décida d'agir sur le plan intérieur et présenta le 4 août un message aux Chambres recommandant l'accession par la voie de l'amendement constitutionnel soumis à référendum¹¹. Le gouvernement mit dès lors tout en œuvre pour accélérer la procédure et bénéficier du statut de membre originaire. C'est ainsi qu'il convoqua les Chambres en séance extraordinaire dès le 11 novembre 1919. Après une semaine de débat, le Conseil national se prononça en faveur de l'adhésion par 123 oui contre 43 non alors que les Conseillers aux Etats s'engagèrent dans la même voie par 33 voix contre 6 le 21 novembre¹². Le Conseil fédéral se tourna alors vers les Alliés pour demander la prolongation du délai d'admission, la Suisse étant le seul pays à faire voter ses citoyens dans pareil cas. La réponse du Conseil suprême fut négative et sans détour. Berne riposta alors par un nouveau mémorandum très ferme et par l'envoi à Paris d'une mission extraordinaire composée de MM. Ador et Huber¹³. Cette dernière obtint gain de cause pour le report et, chose remarquable, fit

⁷ Edgar BONJOUR, *La neutralité suisse, synthèse de son histoire*, p. 82.

⁸ Roland RUFFIEUX, *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, p. 161. Citation empruntée à S. STUPAN, *Comment la Suisse a adhéré au Pacte de la Société des Nations*.

⁹ R. RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 92.

¹⁰ R. RUFFIEUX, *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, p. 163.

¹¹ R. RUFFIEUX, *Genèse de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, p. 134. Voir aussi l'article *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations* p. 164.

¹² R. RUFFIEUX, *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, p. 165-166.

¹³ *ibid.*

reconnaître par le Conseil suprême de la SDN la neutralité perpétuelle et la garantie de l'inviolabilité du territoire helvétique. Ainsi, la Suisse n'était pas tenue de participer à une action militaire menée par cette organisation¹⁴.

Fortes de cette reconnaissance, les deux Chambres réitéraient leur vœux d'adhésion malgré l'absence de la «clause américaine» qui faisait de la participation des Etats-Unis une condition *sine qua non*. Plus rien désormais n'empêchait le gouvernement de fixer une date pour le référendum. Celle-ci fut arrêtée au 16 mai 1920.

Das gespaltene Wallis¹⁵

Comme le montre le tableau 2, l'analyse des journaux se bornera aux trois périodiques paraissant en 1920, le *Confédéré* et le *Nouvelliste Valaisan* favorables à l'entrée de la Suisse dans la SDN et le *Walliser Bote* farouche défenseur d'une neutralité intégrale.

Les arguments historiques ne sont pas légion mais tous tendent à démontrer que la Suisse n'a rien à gagner dans cette entreprise internationale. Le *Walliser Bote* cite les événements de 1798 où, après s'être vu promettre monts et merveilles, les Confédérés durent se résoudre à participer à la campagne de Russie¹⁶. Dans la même édition et reprenant l'un des arguments avancés par le professeur Beck de Fribourg¹⁷, le journal haut-valaisan évoque la sagesse du «bienheureux du Ranft» et publie en première page un encart de 30 centimètres sur 4 (fig. 1) enjoignant ses lecteurs à repousser le référendum: «Der selige Bruder Klaus ratet uns gut: «Eidgenossen mischet euch nicht in fremde Händel!» Es lebe der alte, liebe Schweizerbund!»¹⁸

Les arguments de politique intérieure, presque aussi peu diffusés que ceux relevant de notre passé, se bornent à évoquer les dissensions issues d'un scrutin que l'on suppose déjà très serré.

Fait peu fréquent, le même argument est employé pour défendre deux causes contradictoires. Le *Confédéré* voit dans l'accession à la SDN un moyen de prôner la paix extérieure et, simultanément, l'union des Confédérés. Il est rejoint en cela par un correspondant¹⁹ brigueois qui prétend qu'un refus déclencherait une période de conflits intérieurs. Mais la version officielle de l'organe catholique-conservateur²⁰ ne tarde pas:

¹⁴ E. BONJOUR, *op. cit.*, p. 83.

¹⁵ Titre d'un travail de séminaire de droit traitant des votations fédérales entre 1957 et 1987. Son auteur, Peter Szekendy, met en évidence les différences des résultats des deux parties linguistiques du Valais.

¹⁶ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Freie Schweizer oder unglückliche Vasallen?*

¹⁷ R. RUFFIEUX, *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, l'auteur précise encore que l'abbé Joseph Beck enseignait à l'Université de Fribourg.

¹⁸ *Walliser Bote*, 15 mai 1920. Fait peu courant, cette phrase en très grands caractères gras occupe la pleine largeur de la première page et s'étale sur 35 mm de hauteur.

¹⁹ Cette mention est à associer ici à une tribune libre. Il s'agit en effet du seul article prônant l'acceptation du référendum.

²⁰ Sous-titre du journal: «Katholisch-konservatives Organ für Oberwallis».

Der vielbesprochene und bedauerte Graben zwischen Welsch und Deutsch kann sich bei jeder Stimmabgabe unserer Vertreter in der Völkerbundsversammlung auftun und verbreiten.²¹

Le rôle de ces prises de positions est sans doute loin d'être déterminant dans cette campagne. Il prouve toutefois que la presse valaisanne est consciente de l'un des phénomènes caractéristiques de l'entre-deux-guerres: la «polarisation de l'opinion»²² en politique étrangère.

ARGUMENTS - ADHESION A LA SOCIETE DES NATIONS : 16 MAI 1920	N V +	N V -	W B +	W B -	CONF +	CONF -
A- ARGUMENTS HISTORIQUES (3)						
Rappel du passé et de la tradition	0	0	0	3	0	0
B- ARGUMENTS DE POLITIQUE INTERIEURE (4)						
SDN, facteur de paix extérieure et d'union intérieure	0	0	0	0	1	0
Conflit intérieur avec la Suisse romane	0	0	1	2	0	0
C- ARGUMENTS SOCIAUX (4)						
Protection internationale du travail	0	0	0	0	4	0
D- ARGUMENTS IDEOLOGIQUES ET CONFESIONNELS (9)						
Lutte contre le communisme	2	0	1	0	2	0
Position du Saint-Siège	1	0	1	2	0	0
E- ARGUMENTS ECONOMIQUES (9)						
Garantie de l'approvisionnement en matières premières	0	0	2	0	2	0
Amélioration des relations commerciales	3	0	0	0	2	0
F- ARGUMENTS ETHIQUES (21)						
Société de droit, la SDN défend les petits pays	0	0	0	0	1	0
Apport de l'expérience fédéraliste suisse à la SDN	0	0	0	0	2	0
SDN, faire-valoir du rôle humanitaire de la Suisse	1	0	0	0	1	0
Possibilité de diminuer le nombre de guerres et d'assurer la paix	3	0	0	0	7	0
Moyen de répression économique contre les plus faibles	0	0	0	1	0	0
SDN, alliance des vainqueurs et dictature des membres du Conseil	0	0	0	5	0	0
G- ARGUMENTS DE POLITIQUE ETRANGERE + NEUTRALITE (21)						
Rôle international de la Suisse et de Genève	0	0	0	0	3	0
SDN, oeuvre de franc-maçonnerie	0	0	0	3	0	0
Asservissement à l'un de nos voisins	4	0	0	0	1	0
Remise en cause de notre neutralité	2	0	1	5	2	0
TOTAL : 71	16	0	6	21	28	0

Tableau 2 – Adhésion à la SDN. Arguments de la presse valaisanne du 16 avril au 16 mai 1920.

²¹ Walliser Bote, 8 mai 1920, *Bedeutung und Stellung der Schweiz im Völkerbundunde*.

²² R. RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 99 ss.

L'argument social est l'apanage exclusif du journal octodurien. Celui-ci mentionne en effet à plusieurs reprises son intérêt pour ce qu'il appelle «les germes de la future législation internationale sur les conditions de travail»²³. Il en profite pour fustiger l'attitude du PSS:

Il y a des chefs socialistes qui se moquent comme poisson d'une pomme des intérêts de la classe ouvrière, puisque la protection internationale du travail et le progrès social sont un des grands buts et une des meilleures raisons d'être de la Société des Nations.²⁴

Etrangement seul à soulever cet aspect du problème, le *Confédéré* dissimule peut-être derrière le paravent des relations sociales un élément de politique valaisanne. Il est possible qu'il ait cédé à la tentation de démontrer, moins de cinq mois après la fondation du PS cantonal²⁵, que les avantages du socialisme sont compris dans la doctrine radicale.

Les arguments idéologiques et confessionnels représentent à eux deux un peu moins de 12 % des idées émises avant le scrutin. Le domaine idéologique, qui se résume à un anti-communisme primaire, est abordé par les trois organes politiques. La presse radicale s'étonne de l'alliance qui unit dans la lutte contre la SDN militaristes et socialistes. Pour elle, ces «idéalistes se font les serviteurs des faiseurs d'automates»²⁶. Mais au-delà de cette union «contre nature», la presse francophone use du mot d'ordre du parti de Grimm pour démontrer à ses lecteurs qu'un bulletin négatif ferait le jeu de la IIIe Internationale²⁷. Le PS aurait même «reçu de Russie l'ordre de combattre» cette organisation. Enfin, le *Nouvelliste Valaisan* croit en une «mission purificatrice» de la SDN et rejoint en cela un article de libre opinion du *Walliser Bote*:

[Wir müssen]... die Völker Europas vor der Gefahr des Bolschewismus, dem auch immer weitere Kreise der schweizerischen Sozialdemokratie verfallen, retten und der hereinbrechenden roten Flut einen festgefühten starken Damm entgegenstellen.²⁸

Le domaine confessionnel et la position du Saint-Père semblent préoccuper les Haut-Valaisans. Même si le *Walliser Bote* affirme que ce scrutin se situe au-dessus des compétences religieuses et partisans et qu'il relève de la politique globale (allgemeine Politik), il tente aussitôt de convaincre ses lecteurs:

Hat der Papst jemals den Wunsch ausgesprochen, in diesen Völkerbund aufgenommen zu werden? Nein.²⁹

²³ *Confédéré*, 14 mai 1920, mot d'ordre du parti libéral-radical valaisan.

²⁴ *Confédéré*, 21 avril 1920, *Les adversaires de l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*.

²⁵ Le Parti Socialiste Valaisan fut fondé le 7 décembre 1919.

²⁶ *Confédéré*, 21 avril 1920, *Les adversaires de l'entrée de la Suisse dans la SDN*.

²⁷ *Nouvelliste valaisan*, 15 mai 1920, *Aux électeurs du parti conservateur populaire suisse*.

²⁸ *Walliser Bote*, 5 mai 1920, *Die Völkerbundsfrage*.

²⁹ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Der Völkerbund und der Papst*.

Cette neutralité est interprétée différemment sur l'autre rive de la Raspille. Le périodique séduinois répète que le « Chef des Fidèles n'a nulle intention de défendre aux catholiques de collaborer à cette œuvre de justice et de pacification »³⁰. D'un côté comme de l'autre, on sait les conservateurs très attachés aux « conseils politiques » de l'autorité ecclésiastique. Aussi n'est-il pas étonnant que l'on tente de s'approprier son influence.

Les arguments économiques, tous évoqués pour promouvoir l'adhésion, sont, pour une moitié en tous cas, la résultante de la pauvreté de notre sol en matières premières. La Suisse est obligée « d'aller mendier le charbon » pour permettre à ses industries de travailler. Le radical fribourgeois Cailler fait remarquer que la période 1914-1918 fut particulièrement difficile :

Sans le vouloir nous avons dû participer, d'une façon indirecte au conflit mondial, parce que notre pays, sans accès sur les mers, tributaire de l'étranger..., a dû se plier à cette dure nécessité.³¹

Cet isolement dont parle ce Conseiller national engendre la crainte du PCPS qui voit dans un verdict négatif « une véritable catastrophe pour notre commerce et notre industrie »³². Après avoir insisté sur cette peur, les libéraux vantent les avantages de l'adhésion. Il se disent persuadés d'y retrouver un « traitement commercial et douanier absolument équitable »³³.

Peu remarquées dans l'ensemble, ces considérations d'ordre économique synthétisent bien la crainte qu'à la partie francophone de se retrouver seule au milieu d'une Europe conquise par les idées de la Ligue.

Les arguments éthiques représentent à eux seuls 30 % de la campagne de presse. Les journaux ont clairement choisi leur camp. La partie francophone, le *Confédéré* en tête, défend l'adhésion alors que le *Walliser Bote* prêche un refus catégorique. L'un des premiers motifs invoqués par les libéraux valaisans réside dans la confiance accordée à cette organisation. L'avenir d'un Etat de petite taille, et de surcroît pacifique, passe obligatoirement, selon eux, par « le développement et la consolidation d'une communion internationale fondée sur le droit »³⁴. Mais cette faction n'entend pas rester passive. Malgré les échecs essuyés par le projet Huber, elle aimerait faire bénéficier la nouvelle société des expériences helvétiques. La Confédération constitue pour le journal martignerain une « petite Société des Nations » qui, par sa qualité de nation fédérative, « réalise déjà l'idée de la réunion de peuples de différentes races. »³⁵

Le rôle humanitaire est également souligné. Berceau de la Croix-Rouge, la Suisse ne peut boudier une organisation qui lui permettrait de mieux

³⁰ *Nouvelliste valaisan*, 22 avril 1920, *L'entrée de la Suisse dans la SDN*.

³¹ *Confédéré*, 5 mai 1920, *Neutralité économique ?*

³² *Nouvelliste valaisan*, 15 mai 1920, *Aux électeurs du parti conservateur populaire suisse*.

³³ *Confédéré*, 14 mai 1920, *Aux électeurs libéraux-radicaux du Canton du Valais*.

³⁴ *Confédéré*, 3 mai 1920, *La Suisse ne peut pas dire non*, Achille Borella, rapporteur italien de la commission, Conseiller national radical tessinois.

³⁵ *Confédéré*, 14 mai 1920, *Pour la Société des Nations*, PRD suisse.

assumer encore son rôle de samaritain. Elle doit, toujours d'après le *Confédéré*, poursuivre son effort pour «adoucir les souffrances des belligérants et de leurs familles». Le *Nouvelliste Valaisan* renchérit: «Un refus de notre part nous ferait perdre irrémédiablement notre influence prépondérante dans les institutions internationales, comme la Croix-Rouge...»³⁶

Le rôle international de l'œuvre d'Henri Dunant semble ainsi convaincre les francophones d'entrer dans cette société qu'ils jugent à même de défendre leur image de marque de samaritains de l'Europe.

La rive occidentale de la Raspille se montre également très sensible au devoir moral de solidarité. La société constituée par le Pacte de Paris représente pour les radicaux «...un pas sérieux, en dépit de toutes ses imperfections, vers le régime solidariste des peuples et la fraternité universelle.»³⁷

De même, le trihebdomadaire agaunois est profondément convaincu du grand intérêt moral que revêt l'acceptation:

Entrons donc résolument et avec confiance dans l'ère nouvelle qui nous rapprochera toujours plus de l'idéal de la justice et de la concorde qui est éminemment l'idéal du peuple Suisse.³⁸

En cautionnant ainsi la SDN, la presse bas-valaisanne entend rester fidèle à «l'idéal et au devoir moral et supérieur de la Suisse»³⁹.

Parmi tous les arguments d'ordre moral, celui qui vise à diminuer les risques de guerre est de loin le plus souvent traité. On croit en effet la SDN capable d'éviter les nombreuses souffrances endurées par nos voisins lors de la dernière guerre. Charles Spahn⁴⁰, dont les paroles sont reproduites dans le *Confédéré*, pense y arriver en associant trois moyens: la limitation des armements, la création d'organes de conciliation et l'exécution de sanctions contre ceux qui porteraient atteinte à la paix⁴¹. Mais au-delà de ces mesures concrètes, la presse francophone se sent dans l'obligation de «... collaborer à l'œuvre qu'ont entreprise 1400 millions d'hommes dans le but d'assurer le maintien de la paix et le bien-être de l'humanité.»⁴²

Cette volonté clairement affirmée se traduit une nouvelle fois dans le périodique radical: «La Suisse ne peut pas, aussitôt la guerre finie et la paix signée, se renfermer dans une attitude égoïste et refuser de s'associer aux efforts communs des nations en vue de perpétuer dans l'avenir l'œuvre et les bienfaits de la paix.»⁴³ A l'opposé de cet idéal de «cohabitation fraternelle»,

³⁶ *Nouvelliste valaisan*, 15 mai 1920, *Aux électeurs du parti conservateur populaire suisse*, signé Dr J. Räber, président, E. Perrier, vice-président, Dr P. Kubick, secrétaire.

³⁷ *Confédéré*, 7 mai 1920, *La Société des Nations*, John Rochaix, radical genevois.

³⁸ *Nouvelliste valaisan*, *UNANIME le gouvernement valaisan engage les électeurs à voter l'entrée de la Suisse dans la Société des Nations*, signé E. Delacoste, président, M. Troillet, vice-président, H. Seiler, J. Kuntschen, J. Burgener.

³⁹ *Confédéré*, 30 avril 1920, *Entrons!*, Aloïs de Meuron, centre libéral.

⁴⁰ Président de la Commission traitant de la SDN, radical, Schaffhouse.

⁴¹ *Confédéré*, 30 avril 1920, *Quel but poursuit la SDN?*, Charles Spahn.

⁴² *Confédéré*, 5 mai 1920, *Accession de la Suisse à la Société des Nations*, Union suisse des paysans.

⁴³ *Confédéré*, 30 avril 1920, *Les valeurs morales. La tradition suisse*, Aloïs Meuron, Centre libéral.

la presse germanophone fait résonner les termes de dictature, mésentente ou répression. Le premier de ses griefs à l'encontre de la SDN a pour cible les éventuelles victimes de pressions économiques :

Nicht mehr die «militärisch» neutrale, die freie Schweiz entscheidet, im Völkerbundsrat, für uns und über uns; wir können auf dessen Befehl den grausamsten Wirtschaftskrieg, den Hungerkrieg gegen unschuldige Kinder, Frauen und Greise mitmachen.⁴⁴

Puis, s'attaquant plus directement à l'organisation, le *Walliser Bote* la croit vouée à l'échec du fait des nombreuses dissensions qui éclateront en son sein. Cet organe catholique-conservateur va plus loin encore en affirmant que la SDN lui apparaît clairement comme une alliance des vainqueurs contre les vaincus :

... wir, freie Schweizer beugen uns für immer unter fremdem Joch, werden zu Schleppträgern der Sieger; mit der schönen freien Schweiz ist es dann aus.⁴⁵

Enfin, pour mieux dénigrer cette société aux yeux de ses lecteurs, la feuille catholique-conservatrice traite les quatre vainqueurs et membres du Conseil Suprême de dictateurs puis s'interroge sur la place de la Suisse face à ces derniers :

Sind wir einmal in den Völkerbund eingetreten, dann können wir nach der Pfeife dieser neuen «Weltbeherrscher» tanzen.⁴⁶

Les arguments d'ordre éthique confirment ainsi cette scission culturelle. D'un côté de la Raspille on espère diminuer les risques de guerre, alors que de l'autre la même entreprise revêt un caractère dictatorial.

Les arguments de politique étrangère et de neutralité jouent un rôle central dans la presse valaisanne avec des thèmes aussi délicats et controversés que la garantie de notre neutralité ou la peur d'être soumis à l'un de nos voisins. Le rôle que pourrait jouer Genève et le prestige que la Suisse en retirerait sont moins disputés. Seul l'organe radical mentionne en effet l'aura dont pourrait bénéficier la cité de Calvin et l'honneur ainsi fait à la Confédération :

L'attribution du siège de la Société des Nations constitue une manifestation de la haute confiance des organes dirigeants de la Société vis-à-vis de la Suisse.⁴⁷

La position du citoyen helvétique semble désormais évidente pour ce journal, ne serait-ce qu'en reconnaissance de ce gage de bonne volonté.

Pour le *Walliser Bote*, l'une des oppositions les plus marquées réside dans la prétendue collusion entre des membres de la franc-maçonnerie et ceux de cette nouvelle organisation. Celui-ci croit à un complot :

⁴⁴ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Freie Schweizer oder unglückliche Vasallen?*

⁴⁵ *ibid.*

⁴⁶ *ibid.*

⁴⁷ *Confédéré*, 14 mai 1920, *Appel au Peuple suisse*, PRD suisse.

Ein französischer Publizist weiss nach, dass die Freimaurer Frankreichs am 29. Juni 1917 in Paris eine grosse Tagung hatten, die sich mit dem Völkerbundsplane beschäftigte. ... In dieser Geheimsitzung wurde ein Völkerbundsrat als oberste Instanzen eingesetzt.⁴⁸

Mieux, Clémenceau, Wilson, Lloyd George et Sonnino sont considérés comme des membres notoires de la loge dont le but ultime est «die Weltrepublik in die Weltreligion, die Humanität, die Freiheit, Gleichheit und Brüderlichkeit, aber ohne Gott und ohne Christus.»⁴⁹

Le réquisitoire se poursuit et prend une ampleur particulière à la veille du scrutin, ce qui inspire ces quelques lignes révélatrices au *Nouvelliste Valaisan*⁵⁰:

Il faut savoir à quel degré de profondeur le crâne de nos compatriotes du Haut-Valais fut bourré d'histoires de franc-maçonnerie... Ces derniers mois encore le *Walliser Bote* n'a pas désarmé... Qui donc résistera à cette intoxication?⁵¹

Autre terrain de discorde entre les deux régions linguistiques du Vieux-Pays, la peur de voir la Suisse tomber sous le joug de l'un de ses puissants voisins. Côté francophone, de très vives inquiétudes naissent face à l'attitude de quelques officiers de haut rang. Ces derniers sont tour à tour traités de prussiens, germanophiles ou «militaristes germanolâtres». La débauche d'énergie des colonels en faveur du refus rend la campagne de presse plus hargneuse, Charles Haegler n'hésitant pas à traiter le général de «cacochyme nourri d'une haine féroce contre la France.»⁵²

Les journaux bas-valaisans ne manquent pas de souligner le sentiment d'insécurité que provoquerait un scrutin négatif. Celui-ci trahirait une emprise germanique et un culte de l'Allemagne. Le périodique saint-mauriardi fustige une nouvelle fois ceux qui voient dans le refus un moyen de se rapprocher de l'Allemagne:

Ils ne veulent pas comprendre que l'orgueil germain a besoin d'être châtié; ils croient encore que la responsabilité de Guillaume est atténuée et que la France songeait à la revanche...⁵³

Mais malgré la campagne organisée par les colonels Brügger et von Sprecher, la presse francophone croit en un lendemain victorieux: «Les tronçons du serpent germanophile commencent à frétiller comme s'ils étaient déjà dans la poêle.»⁵⁴

⁴⁸ *Walliser Bote*, 21 avril 1920, *Zur Völkerbundsfrage*.

⁴⁹ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Der Völkerbund, ein Werk der Freimaurer*.

⁵⁰ *Nouvelliste valaisan*, 8 mai 1920, *L'Intoxication*, Ch. Saint-Maurice.

⁵¹ Un petit encart paru après le scrutin dans le *Nouvelliste valaisan* met également en exergue l'animosité passagère entre le *Nouvelliste valaisan* et le *Walliser Bote*: *Où sont les sauvages?* - Méditation pour le «*Walliser Bote*». En 1914, l'élite de la jeunesse allemande, officiers et Feldweibel, est entrée à Louvain et a saccagé toutes ses richesses artistiques et littéraires. En 1920, les troupes noires de la France sont entrées à Francfort et ont protégé les musées et la bibliothèque», in *Nouvelliste valaisan*, 22 mai 1920.

⁵² *Nouvelliste valaisan*, 11 mai 1920, *Les dernières cartouches*, Ch. Saint-Maurice.

⁵³ *Nouvelliste valaisan*, 22 avril 1920, *L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations, Les adversaires*.

⁵⁴ *Nouvelliste valaisan*, 27 avril 1920, *Les tronçons du Serpent*, Ch. Saint-Maurice.

Outre-Raspille, le discours est totalement différent. La crainte vient cette fois de la France que l'on associe à un pays en mal de vengeance: «Wenn Frankreich seit anno 1870 nach Rache schrie wegen Elsass-Lothringen, wie soll dann die Rheingrenze noch friedlichen Bestand haben vor Deutschland?»⁵⁵

Dernier argument enfin, celui touchant à la remise en cause de la neutralité où deux thèses diamétralement opposées s'affrontent. La première, défendue essentiellement⁵⁶ par les Bas-Valaisans, envisage l'adhésion comme une garantie de sécurité. Pour eux, la SDN ne remet pas en cause cette spécificité suisse. Au contraire, comme le souligne le PCPS, la nation en sortirait grandie, la déclaration du 13 février 1920 donnant à la Confédération une nouvelle preuve de la bonne volonté des Etats signataires⁵⁷. Un article du *Confédéré* prétend même que la Ligue s'engage à «protéger l'inviolabilité du territoire suisse contre tout Etat en rupture de pacte»⁵⁸.

Le raisonnement tenu par le *Walliser Bote* est tout autre. Seul un article de libre opinion met en exergue l'accroissement de la sécurité provoqué par l'adhésion. Les autres, aussi nombreux que virulents, tentent de décourager le lecteur de déposer un bulletin affirmatif le 16 mai. A l'image des critiques du Dr Beck, le périodique briguois dénigre la neutralité différentielle: «Eine differenzielle Neutralität ist ein viereckiger Zirkel, ein hölzernes Eisen, ein schwarzer Schimmel, ein Unsinn.»⁵⁹

Son voeu le plus cher est résumé dans une phrase du colonel⁶⁰ Brügger: «rester libres et demeurer indépendants comme nos pères»⁶¹. Cette peur viscérale de subir l'influence d'un pays tiers est synthétisée par ces quelques lignes:

Im Völkerbunde wird sie neben zirka 50 andern Staaten vertreten sein und auch da ungeheuer wenig bedeuten, allein die Finger verbrennen wird sie sich in jedem Falle. Bis jetzt waren wir neutral, wir mischten uns in keine fremden Händel und waren gute Freunde mit jedermann, der uns leben liess.⁶²

Garantie de la neutralité ou péril pour notre indépendance, la SDN est perçue de manière fort différente d'un côté ou de l'autre du fossé culturel que représentait la Raspille.

⁵⁵ *Walliser Bote*, 21 avril 1920, *Zur Völkerbundsfrage*.

⁵⁶ L'article du 5 mai 1920 sous-titré «korr.» pour correspondant n'exprime pas l'avis officiel du journal.

⁵⁷ *Nouvelliste valaisan*, 15 mai 1920, *Aux électeurs du PCPS*.

⁵⁸ *Confédéré*, 5 mai 1920, *Accession à la Société des Nations*, Union suisse des paysans.

⁵⁹ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Freier Schweizer oder unglückliche Vasallen?*

⁶⁰ Contrairement à la pratique en cours aujourd'hui, les grades de brigadier, divisionnaire et commandant de corps étaient associés à celui de colonel. La véritable dénomination était ainsi couplée et donnait, par exemple, colonel-divisionnaire. Dans le langage courant seule la première partie demeurerait. De cette manière, on ne pouvait distinguer le nombre d'étoiles.

⁶¹ *Walliser Bote*, 15 mai 1920, *Freier Schweizer oder unglückliche Vasallen?*, traduction de «frei zu bleiben und unabhängig wie unsere Väter waren».

⁶² *Walliser Bote*, 8 mai 1920, *Bedeutung und Stellung der Schweiz im Völkerbunde*.

Alors ce fut un délire...

Alors ce fut un délire : les cloches sonnèrent ; des feux de joie s'allumèrent sur les montagnes comme du temps des Suisses du Grütli, on entonna ou on joua l'*Hymne national*, se serrant la main, s'étreignant, vivant un siècle en quelques minutes.⁶³

C'est par ces quelques lignes pleines d'enthousiasme que Charles Haegler célèbre ce que le *Confédéré* appelle un pas vers «la civilisation et le progrès humain»⁶⁴.

La Suisse vient de vivre l'un des scrutins les plus marquants de l'entre-deux-guerres. Bien que l'adhésion soit acceptée par plus de 93'000 voix, la majorité des cantons n'est atteinte que péniblement. Il aurait suffi, comme le précise l'organe radical, que 94 citoyens d'Appenzell Rhodes extérieures changent d'avis pour que le *Walliser Bote* ne parle d'un «Sprung ins grosse Dunkle».

Fort de ses 76 % de oui, le Valais est à associer sans conteste aux cantons romands qui atteignent la moyenne de 84,4 %. Aucune comparaison possible par contre avec les cantons catholiques trop divisés pour nous permettre d'établir un rapprochement intéressant.

La lecture du tableau 3 nous impose une première constatation : les mots d'ordre de la presse ont été scrupuleusement appliqués⁶⁵. Aussi retrouve-t-on la Raspille symbole d'une éloquente césure.

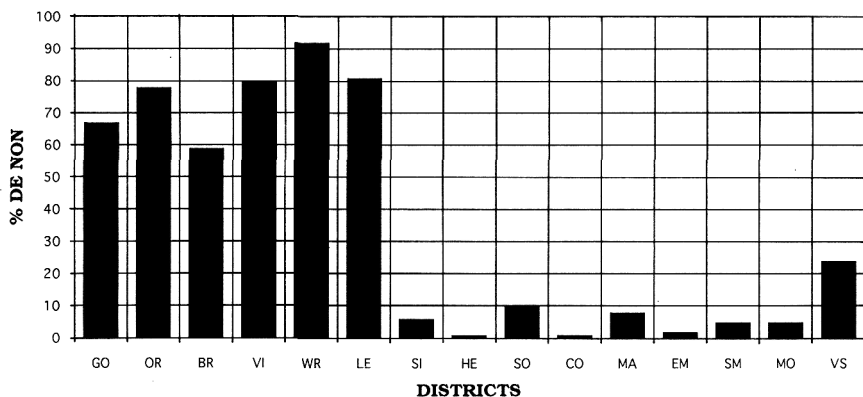


Tableau 3 – Adhésion à la SDN : 16 mai 1920.

⁶³ *Nouvelliste valaisan*, 18 mai 1920, *La Suisse sauvée*, Ch. Saint-Maurice.

⁶⁴ *Confédéré*, 17 mai 1920, *La grande journée du 16 mai*.

⁶⁵ Un article paru en marge des commentaires du scrutin donne une appréciation de ce que fut la campagne de presse en Suisse. Publié par l'*Argus suisse de la presse* à Genève, ce document mentionne que 411 périodiques ont «pris part à la lutte». 330 se sont prononcés pour l'entrée dans la Ligue, 66 contre et 15 sont restés neutres.

Extrêmement sensibles à la propagande anti-maçonnerie et à la peur de sacrifier la neutralité suisse, les Haut-Valaisans ont rejetés vigoureusement l'entrée dans la SDN. Leur pourcentage de refus est tel que seuls Lucerne et Uri ont été plus catégoriques. Bien que la moyenne des germanophones ait atteint 75,9 % de non, le vote n'a pas été uniforme. Ce ne sont en effet pas moins de 33 % qui séparent le vote de Rarogne occidental (92,3) et celui de Brigue (58,9) où l'impact du Walliser Bote est nettement moindre. Ce plus faible résultat est sans doute dû à l'action du Conseiller national Victor Petrig, de tendance chrétienne-sociale. Bien que très connu, il n'a pu prétendre rivaliser d'ardeur avec le journal des «vieux-conservateurs», faute de support médiatique. L'adversaire du clan Seiler en a tiré la leçon et ce n'est sans doute pas par hasard si moins de sept mois plus tard le *Walliser Volksfreund* paraissait pour la première fois⁶⁶.

La partie francophone, faisant abstraction de ses traditionnelles luttes partisans, a amplement compensé le vote du Haut puisqu'elle figure en tête des pourcentages cantonaux avec 96,5 % de oui devant Vaud (93,2). Seul Sion est en-dessous de la barre des 95 % alors qu'à l'autre extrême, les districts de Conthey et Hérens enregistrent des résultats historiques avec respectivement 0,9 et 0,6 % de refus. Mieux encore, dans quelques communes du Centre et parfois même du Bas⁶⁷, à l'image de Salvan ou de Vouvry, aucun citoyen ne s'est opposé à l'adhésion.

Le 16 mai 1920, plus de 70 % ont séparé deux régions pourtant administrativement unies. Certes, la diversité culturelle explique en grande partie cet écart mais elle ne peut à elle seule avoir suscité d'aussi vigoureuses majorités. La structure politique ou socio-politique y a également contribué tant elle différait d'un côté ou de l'autre de la Raspille. Le Haut-Valais, en effet, était encore dirigé par quelques familles influentes⁶⁸ et peu enclines au changement alors que le Bas bénéficiait du pluripartisme⁶⁹ et plaçait ses espoirs dans cet idéal de progrès.

Enfin, cette profonde divergence aura eu pour mérite de mettre en évidence un Valais à deux visages⁷⁰, l'un tourné résolument vers l'avenir et l'autre fixant encore son lointain passé.

⁶⁶ Le *Nouvelliste valaisan* avait déjà senti venir ce vent de réforme. Son éditorialiste Ch. Haegler souligne que V. Petrig ne pouvait approuver la démarche du journal briguois. Il poursuit : «C'était cependant son organe. Du moins, il l'était encore hier.»

⁶⁷ Exceptionnellement, le terme de *Bas* est à comprendre ici comme étant la région comprise entre Riddes et le lac Léman.

⁶⁸ La scission de l'ancien parti conservateur du Haut-Valais a eu lieu en 1915 date à laquelle le jeune député Petrig ravit le siège de Conseiller national à Joseph de Stockalper, membre de la famille Seiler. Il était en effet le beau-frère d'Alexandre Seiler, Conseiller national, et de Hermann Seiler, Conseiller d'Etat. Cette victoire contre le clan Seiler et l'aristocratie haut-valaisanne marqua l'avènement d'une tendance plus démocratique.

⁶⁹ Le Haut-Valais pouvait déjà compter sur quelques sections socialistes et la très jeune scission chrétienne-sociale mais cette opposition ne pouvait encore jouer le rôle qu'elle occupait avec le radicalisme dans la partie francophone.

⁷⁰ Cette diversité également présente au niveau national linguistique est qualifiée par le Professeur Ruffieux de «dichotomie des esprits reposant sur une opposition profonde entre deux mentalités...» In *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 135.

Le prélèvement unique sur la fortune

L'initiative socialiste

Soucieux de remédier à la constante dégradation des finances fédérales et de rendre une fiscalité encore favorable aux gros revenus plus progressive, le Parti socialiste décida, lors de son congrès de décembre 1920⁷¹, de lancer une initiative prônant un impôt sur la fortune⁷².

Amorcée au lendemain de cette assemblée, la récolte de signatures visait à modifier l'article 42 bis de la Constitution fédérale. Selon l'article 9 du projet socialiste⁷³, toute personne physique ou juridique dont la fortune dépasse Fr. 80'000.- (Fr. 110'000.- pour les couples⁷⁴) se verra imposer une taxe allant de 8 à 60% du montant économisé⁷⁵. La somme ainsi perçue serait alors redistribuée aux communes et aux cantons à raison de 20% chacun, le reste étant attribué à la caisse fédérale pour «l'accomplissement de devoirs sociaux»⁷⁶.

Corollaire direct de cette taxe, tous les papiers-valeurs, carnets d'épargne, créances, hypothèques et même billets de banque devront être timbrés, ce qui nécessiterait, en cas d'acceptation, la création de nombreux postes de contrôleurs financiers.

Bénéficiant de la dépression naissante des années 1921-1922 et d'une politique fiscale peu adaptée au moment⁷⁷, le PSS déposa plus de 87'000 signatures valables le 13 septembre 1921⁷⁸, obligeant ainsi l'exécutif à mettre sur pieds une votation fédérale qui sera finalement fixée au 3 décembre 1922.

⁷¹ Joseph HARDEGGER e. a., *Das Werden der modernen Schweiz*, p. 51.

⁷² La traduction officielle française, prélèvement unique sur la fortune, est assez fantaisiste par rapport à la version allemande qui se veut moins exhaustive: «Vermögensabgabe». Cette liberté de langage sera entre autres soulignée par les journaux haut-valaisans.

⁷³ Joseph HARDEGGER e. a., *Das Werden der modernen Schweiz*, p. 51. Cet ouvrage cite une sélection des articles les plus représentatifs de cette initiative.

⁷⁴ Ces derniers peuvent encore ajouter Fr. 10'000.- par enfant mineur. Ceci revient à dire qu'un couple avec deux enfants en bas âge pourrait totaliser un avoir de Fr. 130'000.- (80'000 + 30'000 (femme) + 2 x 10'000 (enfants) sans pour autant payer ce nouvel impôt sur la fortune.

⁷⁵ Walliser Bote, 15 novembre 1922, *Bauernverband und Vermögensabgabe*. Le pourcentage n'était prélevé «que» sur la part excédant les 80'000 ou 130'000 francs.

⁷⁶ Art. 1: ... die Erfüllung der sozialen Aufgaben ... Ces considérations sociales ne seront toutefois possibles qu'une fois la dette de guerre remboursée, comme le rappelle H.-U. Jost, *NHSS*, p. 129.

⁷⁷ R. RUFFIEUX, *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, p. 130. L'auteur compare les impôts directs et indirects de 1913 et 1922. Globalement, ceux-ci ont triplés en moins de dix ans!

⁷⁸ Joseph HARDEGGER e. a., *Das Werden der modernen Schweiz*, p. 51. Le *Confédéré* du 5 décembre 1922 dans son article «L'effondrement» cite le chiffre de 87535 signatures valables.

CONFISCATION DE LA PROPRIÉTÉ



Fig. 2 – *Le Valais*, 30 novembre 1922. Illustration soulignant un appel à voter «non» à l'initiative pour un prélèvement sur la fortune.

Une campagne acharnée

D'emblée, il convient de regretter sinon l'absence de parution d'un périodique socialiste valaisan en 1922 du moins la faible quantité d'articles consacrés à une initiative pourtant issue de ses rangs. Nous n'avons retrouvé en effet qu'une seule intervention⁷⁹ du journal ouvrier *L'Avenir*. Ses quelques lignes, naturellement favorables au projet, en vantent les mérites sociaux avant de fustiger «l'infâme campagne de mensonge menée par le capitalisme suisse»⁸⁰. Ceci réduit ainsi le débat à une série d'arguments unilatéraux issus des deux journaux germanophones choisis ainsi que du *Confédéré*, du *Nouvelliste Valaisan* et du *Valais*, prédécesseur de la *Patrie Valaisanne* (tableau 4). Ce manque d'opposition ne va pour autant réduire la verve des gazettes bourgeoises qui, au contraire, vont invectiver les initiants avec une ardeur qu'ils réservent d'habitude aux malfrats et à ceux qu'elles qualifient volontiers d'antéchrists⁸¹.

ARGUMENTS - PRELEVEMENT UNIQUE	N V	N V	V S	V S	W B	W B	W V	W V	CONF	CONF
SUR LA FORTUNE : 3 DECEMBRE 1922	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-
A- ARGUMENTS FEDERALISTES (11)										
Lutte contre le centralisme et la bureaucratie	0	5	0	2	0	1	0	1	0	2
B- ARGUMENTS DEMOCRATIQUES (15)										
Défense des libertés fondamentales	0	1	0	2	0	5	0	4	0	3
C- ARGUMENTS SOCIAUX (26)										
Impact sur les classes sociales	0	8	0	5	0	2	0	6	0	5
D- ARGUMENTS IDEOLOGIQUES (40)										
Lutte contre le socialisme et le communisme	0	12	0	9	0	8	0	3	0	8
E- ARGUMENTS ECONOMIQUES (41)										
Impact sur la situation économique	0	6	0	5	0	8	0	13	0	9
TOTAL : 133	0	32	0	23	0	24	0	27	0	27

Tableau 4 – Prélèvement sur la fortune. Arguments de la presse valaisanne du 3 novembre au 3 décembre 1922.

⁷⁹ Sur les trois articles consultés, seul celui du 1er décembre a une véritable valeur pour notre étude, les deux autres n'étant que commentaires de résultats ou présentation du texte de l'initiative.

⁸⁰ *L'Avenir*, 1er décembre 1922, *Pensez aux vieux*, J. Maillard.

⁸¹ Les gazettes conservatrices n'hésitent pas à user de ce qualificatif pour des courants d'idées qui vont à l'encontre de ce qu'elles considèrent comme des valeurs de base. Charles Haegler dans son article *Joies et leçons d'une victoire* du 4 juin 1935 confirme la volonté conservatrice d'associer les socialistes à des athées convaincus : « Mais la Suisse ne communiera jamais avec des thèses qui excluent l'Idéal éternel ».

Les arguments fédéralistes, régulièrement évoqués par la presse valaisanne contre tout projet un tant soit peu centralisateur, sont, parmi ceux invoqués dans cette votation, les moins nombreux.

La première mise en garde émane du *Nouvelliste Valaisan* qui se montre particulièrement méfiant face à un nouvel accroissement du pouvoir fédéral comme le prouve cette expression de son éditorialiste et maître d'œuvre Charles Haegler: «Arrière, le fisc fédéral!». Ce journaliste craint en effet de voir Berne s'emparer des millions de la terre valaisanne sans pour autant lui en rendre la moindre part⁸². Encore moins confiant dans la ristourne des deux fois 20% aux communes et cantons, le *Valais*⁸³ puis le *Walliser Volksfreund* s'insurgent contre les risques de voir le rôle des constitutions cantonales une fois encore⁸⁴ réduit:

Die Annahme der Initiative würde diese sämtlichen Artikel über die Unverletzlichkeit des Privatseigentums und damit ein grosses Stück kantonales Recht von heute auf morgen über den Haufen werfen.⁸⁵

Mais l'essentiel de ces craintes figure encore ailleurs. Comme le laisse clairement entendre le *Confédéré*, cette «inquisition fiscale» ne pourra se réaliser sans un formidable développement de la bureaucratie⁸⁶. La feuille martigneraise, qui s'offusque de devoir payer quelques parasites en cas d'acceptation le 3 décembre, craint que l'initiative n'entame le statut et le salaire des «bons et loyaux fonctionnaires»⁸⁷.

Outre-Raspille, les opinions sont encore plus tranchées par rapport à ceux que l'on considère déjà comme une armée de parasites engloutissant goulument l'essentiel des prélèvements. N'hésitant pas à parler de *Raubzug*, le *Walliser Bote* donne un bon aperçu des griefs lancés aux futurs inquisiteurs:

Eigentlich würde der grösste Teil von dem gewaltigen Beamtenheer, das zur Ausführung des Gesetzes nötig wäre und wohl meist aus sozialistischen Schmarotzern bestehen würde, verschlungen werden.⁸⁸

Le trihebdomadaire agaunois⁸⁹, plus pragmatique, fait référence à une très proche version du projet socialiste: l'exemple autrichien. Ce pays vient en effet conforter les détracteurs dans leur position puisque, aux dires de ces

⁸² *Nouvelliste valaisan*, 2 décembre 1922, *De Cœur et de Raison*, Ch. Saint-Maurice.

⁸³ *Le Valais*, 23 novembre 1922, *Confiscation et assurance maladie*.

⁸⁴ Ce sentiment de soumission - une grande partie du Valais est rentrée à contre-cœur dans la Confédération de 1815 - est pour ainsi dire permanent dans la mentalité valaisanne (cf. conclusion).

⁸⁵ *Walliser Volksfreund*, 11 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

⁸⁶ *Confédéré*, 20 novembre 1922, *Résolution*. Celle-ci a été prise lors de l'assemblée des «citoyens libéraux-radicaux valaisans» réunie à Martigny-Ville le 19 novembre 1922. Les termes de «confiscation partielle des fortunes» employés pour qualifier l'initiative du «prélèvement unique sur la fortune» sont révélateurs de la position radicale.

⁸⁷ *Confédéré*, 29 novembre 1922, *Electeurs valaisans! Que ferez-vous le 3 décembre?*

⁸⁸ *Walliser Bote*, 29 novembre 1922, *Ist der Raubzug auf das Eigentum ein staatliches Bedürfnis?*

⁸⁹ Le *Nouvelliste valaisan* paraît les mardi, jeudi et samedi.

derniers, les salaires des trois mille cinq cents fonctionnaires mandatés pour ces prélèvements ont entièrement usé le produit des confiscations. L'importance numérique de ces «Schmarotzer», considérés comme hostiles au canton, fait craindre le pire à Charles Haegler. Pour lui, une telle initiative «... créerait une nouvelle armée de fonctionnaires dont les uns tireraient à hue et les autres à dia pour frapper et attribuer les dépouilles!»⁹⁰ et pour finalement réduire le canton à l'état d'esclavage⁹¹.

Enfin, cette hantise de réduire encore les compétences cantonales et de voir une moitié des citoyens «attachés à la crèche de l'Etat» est synthétisée une dernière fois par le *Nouvelliste Valaisan*: «Nous recommencerions la lamentable histoire des ilotes travaillant les champs pour les Lacédémoniens.»⁹²

Les arguments démocratiques sont l'apanage des cinq journaux qui ont tous la volonté de donner une leçon de civisme aux initiants. C'est ainsi l'occasion pour le *Confédéré* de rappeler que toute l'éducation du citoyen a tendu jusqu'à ce jour à développer en chacun le sens de la responsabilité individuelle⁹³. Aussi, comme l'appréhendent les radicaux qui l'associent à une étape du collectivisme, un tel projet remettrait en doute ces principes ancestraux: «L'acte brutal de l'Etat spoliateur détruirait le sentiment de la responsabilité à l'égard d'autrui.»⁹⁴

Le Haut-Valais, nous avons déjà eu l'occasion de le constater, est particulièrement sensible au domaine religieux. Aussi n'est-il pas étonnant de retrouver ce type de considérations mêlées au domaine démocratique. Après que le *Walliser Bote* se soit offusqué de voir ce procédé fiscal également étendu aux monastères et couvents – on retrouvera une pareille attitude en 1931 à propos des cotisations AVS prélevées dans les ordres mendiants⁹⁵ –, c'est au tour du *Walliser Volksfreund* de prendre appui sur le domaine confessionnel pour justifier des arguments démocratiques. Confortant ses rédacteurs dans le camp du refus, les propos de Léon XIII, extraits de l'encyclique *rerum novarum*, sont pour le moins clairs et servent remarquablement bien la cause du Conseiller national Baumberger qui tente de démontrer le caractère illégitime et anti-démocratique de cette confiscation:

Bei allen Versuchen, die Not des niedrigen Volkes zu heben, muss unverrückbar der Grundsatz festgehalten werden; der Privatbesitz darf nicht angetastet werden.⁹⁶

⁹⁰ *Nouvelliste valaisan*, 2 décembre 1922, *De Coeur et de Raison*, Ch. Saint-Maurice.

⁹¹ *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1922, *La Ruine en partie double*, Ch. Saint-Maurice.

⁹² *Nouvelliste valaisan*, 18 novembre 1922, *Les Ilotes*, Ch. Saint-Maurice.

⁹³ *Confédéré*, 24 novembre 1922, *La folle initiative*.

⁹⁴ *Confédéré*, 24 novembre 1922, *La folle initiative*.

⁹⁵ Un très intéressant échange de lettre à ce propos est cité en note des arguments sociaux traitant de l'AVS 1931. cf. chapitre DOMAINE SOCIAL, Assurances sociales et note No 111.

⁹⁶ *Walliser Volksfreund*, 4 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat. L'auteur prit soin de citer précisément ses sources: LEO XIII., *Die Arbeiterfrage*, Rundschreiben vom 15. Mai 1891, von Mgr. C. Walterbach, München 1916, S.36.

A n'en pas douter, cette citation, qui prend valeur d'Évangile dans une région aussi pratiquante, pèsera lourd dans le décompte final des voix.

Le *Walliser Bote*, pour sa part, insiste sur la vigoureuse réaction qu'il faudrait apporter à la proposition liberticide du 3 décembre prochain.

Il n'hésite pas à associer les éventuels abstentionnistes à des sympathisants voire même à des défenseurs d'une initiative qu'il juge comme une flagrante injustice⁹⁷. Cette dernière est également dénoncée avec véhémence par *Le Valais* qui ne peut cautionner une telle «violation du principe d'intangibilité de la propriété» qui déboucherait sur une «calamité nationale»⁹⁸. Très attachée à cette défense de la propriété, ce même périodique publie l'affiche reproduite ci-après (fig. 2).

Bien que plus réservé dans ce domaine, le *Nouvelliste Valaisan* avoue ne pouvoir accorder son soutien à un texte qui favorise la main-mise sur la propriété⁹⁹. Il est en cela rejoint par l'organe radical qui associe cette initiative à une atteinte aux institutions libérales et démocratiques¹⁰⁰. Puis c'est au tour du *Walliser Volksfreund* d'insister plus clairement sur le principe souvent implicitement effleuré de la propriété privée: «Die Unverletzlichkeit des Privateigentums ist auch ein altes schweizerisches Staatsprinzip, das schon die alten Bundesbriefe anerkannten.»¹⁰¹

Il souligne une dernière fois cet argument à la veille du scrutin dans un imposant encart teinté de patriotisme et se terminant par la très pressante invitation à combattre «der gewaltsame Raub des Privatigentums».¹⁰²

Mais, mieux que tous, c'est le *Walliser Bote* qui, inquiet pour l'un des principes fondamentaux de la Constitution fédérale, résume cette amertume de voir le fondement même de la société vaciller:

Diese Enteignung des Bürgers durch den Staat enthält einen Eingriff in die Unverletzlichkeit des Eigentums, der durch ein höchstes göttliches Sittengesetz und durch das Verfassungsrecht aller Kulturstaaten verboten ist.¹⁰³

Les arguments sociaux présentés par les journaux bourgeois ne sont en réalité qu'une sévère réplique aux promesses des initiants qui font miroiter au peuple ce qu'ils dénomment pompeusement «l'accomplissement de devoirs sociaux»¹⁰⁴.

⁹⁷ *Walliser Bote*, 29 novembre 1922, *Ist der Raubzug auf das Eigentum ein staatliches Bedürfnis?*

⁹⁸ *Le Valais*, 21 novembre 1922, *Aux Electeurs du Parti Conservateur populaire*, signé: Le Comité du Parti conservateur populaire.

⁹⁹ *Nouvelliste valaisan*, 9 novembre 1922, *Taillables à merci*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁰⁰ *Confédéré*, 20 novembre 1922, *Résolution* (sous-entendue du PRDV).

¹⁰¹ *Walliser Bote*, 11 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat. Des propos presque similaires sont publiés dans le *Le Valais* du 21 novembre 1922 sous le titre *Aux électeurs du Parti Conservateur populaire*.

¹⁰² *Walliser Volksfreund*, 2 décembre 1922, *Der 3. Dezember 1922*. Encart pleine largeur en première page, 70mm x 290 mm.

¹⁰³ *Walliser Bote*, 2 décembre 1922, *An die Wählerschaft der schweizerischen katholischen Volkspartei!*, Der Vorstand der schweiz. konservativen Volkspartei.

¹⁰⁴ Voir note 6.

Le première intervention dans ce domaine émane du *Confédéré* qui estime que ce n'est pas en ruinant l'économie à grand renfort d'impôts que l'on assurera à chacun une vieillesse exempte de soucis matériels¹⁰⁵. Ces prétendues améliorations sociales ne trouveraient pas une meilleure application dans la population active car, toujours selon le périodique octodurien, les mesures contenues dans ce projet ne pourraient qu'aggraver la situation de l'industrie et atteindre indirectement l'ouvrier¹⁰⁶. Ainsi, ceux que l'on prétendait vouloir avantager seraient «les premières victimes des folies (...) communistes»¹⁰⁷. Aussi les mises en garde ne manquent-elles pas car la lutte contre l'égoïsme des riches peut, comme le prétend Charles Haegler, tenter plus d'un travailleur¹⁰⁸. Mais, à y réfléchir de plus près, ce serait cette même classe qui pâtirait finalement de cet impôt, comme le rappelle le *Walliser Volksfreund*: «Die Vermögensinitiative versündigte sich an den genannten primären Existenzbedingungen des Arbeiters in schwerster Weise.»¹⁰⁹

Pareilles conséquences seraient sans doute également à craindre pour les paysans. Conscients du très fort pourcentage du secteur primaire outre-Raspille, les journaux germanophones ne manquent pas de relever à plusieurs reprises les incidences d'une éventuelle acceptation sur les taux hypothécaires des agriculteurs alors que, sur la rive occidentale de la Raspille, seul *Le Valais* y fait allusion¹¹⁰. Aussi n'est-ce pas étonnant de retrouver le *Walliser Bote* prévenant une dernière fois cette part importante de la population rhodanienne:

Also nicht nur der Reiche, sondern jeder Bauer, ..., muss seine Wertpapiere, zu denen ebenfalls die Sparkassenbüchlein gehören, von der Steuerbehörde abstempeln lassen.¹¹¹

Ces mêmes journaux aux caractères gothiques n'hésitent pas à traiter cette initiative de «Raub» ou «Diebstahl»¹¹² car elle représente pour eux une profonde atteinte au niveau de vie des petites et moyennes classes. Ils sont rejoints en cela par le *Nouvelliste Valaisan* qui ne voit pas comment les plus

¹⁰⁵ *Confédéré*, 27 novembre 1922, *Les erreurs de l'initiative*.

¹⁰⁶ *Confédéré*, 1er décembre 1922, *Votation fédérale du 3 décembre*.

¹⁰⁷ *Confédéré*, 1er décembre 1922, *Solidarité économique et sociale*.

¹⁰⁸ L'avis du *Valais* exprimé dans son numéro du 23 novembre 1922 est assez singulier. Plutôt que de se soucier des inégalités sociales, il prétend que le système suisse est le mieux organisé pour la lutte contre le paupérisme. Aussi les récentes lois obligeant les communes à subvenir aux besoins de leurs ressortissants devraient-elles, selon lui, suffire et régler définitivement ce problème.

¹⁰⁹ *Walliser Volksfreund*, 18 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹¹⁰ Cette nuance ne peut s'expliquer par la très faible différence du pourcentage d'agriculteurs entre ces deux régions. L'analyse de ce point eût sans doute été tout autre si nous nous étions trouvés à la fin de la période traitée, l'industrie ayant trouvé de meilleurs appuis dans la partie occidentale du canton.

¹¹¹ *Walliser Bote*, 15 novembre 1922, *Bauernverband und Vermögensabgabe*.

¹¹² *Walliser Bote*, 2 décembre 1922, *Auf zur Schlacht!*

défavorisés pourraient, une fois ce texte accepté, sortir de ce qu'il nomme communément «la purée»¹¹³. Et Charles Haegler de conclure par l'une de ses formules choc :

Vive le vote négatif qui enverra à tous les diables, les quatre fers en l'air, l'inquisition fiscale avec ses classes!¹¹⁴

Le *Confédéré*, dans l'une de ses envolées démagogiques, rappelle que, malgré les tentatives de sectorisation entre le Capital et le Travail, ces deux entités sont en réalité solidaires. Pour mieux illustrer son propos, il use de l'apologue des «Membres et de l'Estomac»¹¹⁵ cher à Menenius Agrippa¹¹⁶. Le *Nouvelliste Valaisan*, également sensible à l'histoire de la péninsule, redoute que le texte des initiants n'empoisonne les relations sociales en se substituant à l'escalier des Géants de la république de Venise, autrement dit en une vaste entreprise de délation¹¹⁷. Pour tous ces journaux, ce qui devait être une amélioration des conditions de vie risquerait fort de se transformer en un *Radeau de la Méduse*¹¹⁸ où les Suisses seraient «réduits à se ruer les uns sur les autres» et à «se dévorer entre eux»¹¹⁹. Aussi ce projet est-il jugé contraire au bien-être social et condamné avec véhémence par nos cinq périodiques, comme le souligne Charles Haegler :

La Révolution a aboli la dîme. L'initiative la rétablit non plus sur le revenu mais sur la propriété elle-même. Nous reverrions les taillables à merci.¹²⁰

Les arguments idéologiques, bien que ne représentant à peine plus du quart des reproches formulés par les cinq journaux bourgeois, étonnent une nouvelle fois par leur rudesse. Les premières invectives ont pour cible le parti socialiste à qui l'on a beaucoup de peine à pardonner une telle entreprise. Certains périodiques tentent de comprendre le raisonnement qui a pu pousser ses auteurs à un projet que l'on qualifie dans *Le Valais* de «vague rouge menaçant de tout engloutir»¹²¹. Mais, à l'image du *Nouvelliste Valaisan*, ces journaux ne s'expliquent pas comment l'aile droite du PS, considérée

¹¹³ *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1922, *La Ruine en partie double*, Ch. Saint-Maurice.

¹¹⁴ *Nouvelliste valaisan*, 14 novembre 1922, *Saint-Frusquin*, Ch. Saint-Maurice.

¹¹⁵ *Confédéré*, 1er décembre 1922, *Solidarité économique et sociale*.

¹¹⁶ Cet apologue fut employé par Ménénus Agrippa, envoyé du Sénat, lors du célèbre épisode de la lutte de la plèbe pour la conquête des droits politiques sous la République romaine. Cette révolte des plébéiens obligea les patriciens à leur octroyer des magistrats spéciaux : les tribuns de la plèbe. La légende situe cet événement aux alentours de 494 av. J.-C.

¹¹⁷ *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1922, *La Ruine en partie double*, Ch. Saint-Maurice. L'auteur précise encore que cet escalier possédait dans sa partie inférieure une gueule de bronze où, «la nuit, on venait jeter les accusations anonymes sur lesquelles délibérerait ensuite le Conseil des Dix».

¹¹⁸ Grande toile de Géricault peinte entre 1818 et 1819 et exposée aujourd'hui au Louvre.

¹¹⁹ *Nouvelliste valaisan*, 18 novembre 1922, *Les Ilotes*, Ch. Saint-Maurice.

¹²⁰ *Nouvelliste valaisan*, 9 novembre 1922, *Taillables à merci*, Ch. Saint-Maurice.

¹²¹ *Le Valais*, 28 novembre 1922, *Le Valais la repoussera*, Z., Les termes de *vague rouge* sont volontairement reportés en majuscules donnant ainsi un écho plus concret au titre de l'éditorial..

comme la partie assagie de ce mouvement, a pu cautionner une telle erreur¹²². Toujours selon Charles Haegler qui s'enflamme avec un éditorial intitulé *Frères, faut-il mourir?*, une bonne partie des initiants se rendent compte du «four au-devant duquel ils vont tête baissée»¹²³ mais leur amour-propre et des considérations politiques les empêchent de revenir sur leurs pas.

Outre-Raspille, le parti de M. Delberg est également mis à rude épreuve. Le *Walliser Bote* s'en prend cette fois à l'un des maîtres d'œuvre, le Conseiller national Grimm, à qui il reproche son manque de sérieux aux Chambres lorsqu'il se donne en spectacle, pareil à un clown excentrique¹²⁴. Puis, la gazette briguoise fustige ce même parti en l'affublant d'une nouvelle tare: la démagogie.

Unterstützungen der sozialistischen Propaganda und Unterstützungen von sozialistischen Veranstaltungen aller Art würden unter der falschen Flagge der Sozialen Aufgaben segeln.¹²⁵

Le journal concurrent, le *Walliser Volksfreund*, ne manque pas non plus de marquer son profond dégoût pour les auteurs de ce texte. Pour lui, ce parti n'est composé que d'extrémistes dont une partie ne sont ni plus ni moins que des bolchévistes¹²⁶.

L'organe radical n'est pas en reste et les critiques vont bon train à l'égard des camarades de Robert Grimm à qui l'on reproche un manque de cohérence dans la conception de l'initiative. La minorité bourgeoise rappelle qu'elle défend, au contraire du PS, le socialisme vrai, «celui de l'amour du peuple qui peine et qui travaille» et qu'elle entend bien s'opposer avec vigueur à cette supercherie¹²⁷. Le *Confédéré* compare ensuite le système proposé le 3 décembre à un brillant stratagème qui creuserait des trous sans trop se préoccuper de reboucher les anciens¹²⁸. Mais la peur viscérale des partis bourgeois face aux socialistes trouve son apogée dans la profonde indignation du *Nouvelliste Valaisan* après les propos qu'il attribue au conseiller national Platten: «Tous et tout jusqu'à l'avènement du collectivisme.»¹²⁹

¹²² *Nouvelliste valaisan*, 9 novembre 1922, *Taillables à merci*, Ch. Saint-Maurice.

¹²³ *Nouvelliste valaisan*, 28 novembre 1922, *Frères, faudrait-il mourir?* Ch. Saint-Maurice.

¹²⁴ *Walliser Bote*, 11 novembre 1922, *Zur Vermögensinitiative*. Le texte original reproduit dans les colonnes du journal briguois est: «Er hat dabei im Ratssaale das Schauspiel eines exzentrischen Clowns gegeben,...» On reproche également à ce ténor socialiste de ne pas être véritablement touché par l'initiative puisque bénéficiant d'un revenu annuel d'environ 20'000 francs.

¹²⁵ *Walliser Bote*, 11 novembre 1922, *Zur Vermögensinitiative*.

¹²⁶ *Walliser Volksfreund*, 4 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹²⁷ *Confédéré*, 29 novembre 1922, *Aux militants du parti radical valaisan*. Article non signé malgré un titre qui pourrait laisser penser à une communication officielle du PRD valaisan.

¹²⁸ *Confédéré*, 27 novembre 1922, *Les erreurs de l'initiative*, Editorial non signé.

¹²⁹ *Nouvelliste valaisan*, 28 novembre 1922, *Frères, faudrait-il mourir?*, Ch. Saint-Maurice.

Le très jeune journal *Le Valais* condamne avec cette même vigueur ceux qui, déçus par l'échec de la grève de 1918, veulent miner les fondements de «notre édifice national» pour y planter le drapeau rouge¹³⁰

Cette lutte contre le socialisme prend une nouvelle forme avec le *Walliser Bote* qui joint à l'habituelle critique idéologique quelques motivations tirées du domaine religieux. C'est tout d'abord une communication des évêques de Coire et de Lugano qui, «im Namen der heiligsten Interresten unseres Vaterlandes»¹³¹, enjoint tous les lecteurs à déposer un non catégorique le premier week-end de décembre. Puis, c'est au tour des rédacteurs briguois de glisser ici et là des expressions telles que «Par la bénédiction et la grâce de Dieu»¹³². Mais, l'extrait le plus étonnant est sans doute celui reproduit ci-dessous et qui mêle une interpellation de caractère religieux à des propos toujours aussi incisifs à l'égard du PS et de son «modèle russe».

Katholischer Oberwalliser! Wenn morgen die russischen Feuerbrände Dein Haus und Heim, Dein Geld und Gut, ...umzüngeln, wenn die ruchlosen Räuber lauernd bereit stehen zu freschem Raube, wer wagt es noch, ruhig daheim zu bleiben?¹³³

Cette lutte idéologique revêt une forme bien différente dans le *Nouvelliste Valaisan* qui, soucieux de convaincre un maximum de lecteurs, publie quelques articles très ciblés pour tenter de rallier quelques ouvriers à sa cause. Il tente d'abord de les rassurer en prétendant qu'il existe déjà des travailleurs socialistes qui «ne donnent pas des deux mains dans l'initiative communiste»¹³⁴. Puis, se faisant de plus en plus pressant et ne craignant pas d'effleurer la susceptibilité de ces derniers, Charles Saint-Maurice conclut: «Si les ouvriers, si les travailleurs, ..., n'aperçoivent pas le fossé dangereux sur le bord duquel les communistes les ont conduits, c'est qu'ils ont sur les yeux une taie d'une épaisseur telle qu'aucun rayon extralucide n'arrivera à percer.»¹³⁵

Puis, toujours dans ce même contexte idéologique, le périodique saint-mauriardi met en garde ses fidèles contre les menées subversives des typographes qui, par leur grève¹³⁶, tentent de limiter l'action des adversaires de l'initiative. Mais Charles Haegler entend bien malgré ces tracas¹³⁷ «écraser la tête de la terrible vipère»¹³⁸.

¹³⁰ *Le Valais*, 2 décembre 1922, *Pensées*. Petit encart situé en première page et à la suite de l'éditorial.

¹³¹ *Walliser Bote*, 29 novembre 1922, *Es ist euere Pflicht!*, Sans signatures mais présenté comme le texte des évêques de Coire et Lugano.

¹³² *Walliser Bote*, 2 décembre 1922, *Auf zur Schlacht!*, traduction de «...auf dem Segen und der Gnade Gattes...»

¹³³ *Walliser Bote*, 2 décembre 1922, *Auf zur Schlacht!*

¹³⁴ *Nouvelliste valaisan*, 2 décembre 1922, *De cœur et de raison*, Ch. Saint-Maurice.

¹³⁵ *Nouvelliste valaisan*, 30 novembre 1922, *La Garde*, Ch. Saint-Maurice.

¹³⁶ Une grève des typographes avait éclaté en novembre 1922 à Lausanne avant de se propager dans les centres urbains.

¹³⁷ Il prétend qu'au moment même où son journal paraît la majorité de ses ouvriers sont en grève.

¹³⁸ *Nouvelliste valaisan*, 25 novembre 1922, *La Terreur*, Ch. Saint-Maurice. L'auteur semble particulièrement méfiant face à cette grève. Il craint de revivre les événements de 1918.

Le dernier groupe d'arguments présentés sous cette rubrique se singularise par sa farouche détermination à combattre le communisme. Comme le rappelle le *Walliser Volksfreund*, cette initiative ne serait rien d'autre qu'une étape dans la contamination bolchéviste: «Gelingt der erste Schritt, so werden weitere nicht lange auf sich warten lassen.»¹³⁹

Or ce processus effraye plus d'un citoyen, car les souvenirs de la grève générale de 1918 sont loin de s'être estompés¹⁴⁰ et la crainte d'un embrasement des conflits sociaux demeure très vivace. L'organe radical, également très vigilant face à cette initiative, ne cache pas sa crainte de voir la tyrannie communiste s'accaparer le pouvoir et ruiner les bases de l'économie¹⁴¹. Plus que tout, c'est le collectivisme que redoute le *Confédéré* et il met sérieusement en garde ceux qui seraient tentés de se laisser subjugué par les belles promesses des défenseurs de l'initiative:

L'heure est trop grave pour que nous puissions envisager le néfaste projet communiste dans un simple esprit de curiosité.¹⁴²

Le *Nouvelliste Valaisan* tient également à apporter sa contribution au travail de sape du texte proposé. Reprenant les propos du Conseiller fédéral Musy lors de sa conférence du 21 novembre à Martigny, Charles Haegler compare les méfaits de cette initiative spoliatrice à une épée de Damoclès suspendue au-dessus du peuple suisse¹⁴³. Puis, usant d'une allégorie, il dépeint la situation résultant d'une acceptation: le personnage principal, la Révolution communiste, bat des ailes et plane au-dessus des têtes, prêt à les enserrer¹⁴⁴. Plus belliqueux encore à la veille du scrutin, il invoque l'intuition native des Confédérés qui, espère-t-il, saura éviter à la Suisse de devenir une seconde Russie¹⁴⁵: «Arrière la dictature soviétique qui transformerait notre territoire en champ clos où la moitié de la population se ruerait sur l'autre moitié.»¹⁴⁶

Enfin, les propos les plus sévères à l'égard des communistes qui, pour l'occasion, sont comparés aux quadruplateurs¹⁴⁷ de l'Empire, émanent de l'éditorialiste omniprésent du *Nouvelliste Valaisan* et synthétisent fort bien la profonde haine des journaux bourgeois du Vieux-Pays face à ce nouvel impôt:

¹³⁹ *Walliser Volksfreund*, 18 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹⁴⁰ *Walliser Bote*, 29 novembre 1922, *Ist der Raubzug auf das Eigentum ein staatliches Bedürfnis?*

¹⁴¹ *Confédéré*, 24 novembre 1922, *La folle initiative*. Le même terme de tyrannie est employé par le Conseiller fédéral Musy lors de son discours du lundi 22 novembre 1922 à Martigny. Ses propos ont été partiellement reproduits par le *Nouvelliste valaisan* du lendemain.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ *Nouvelliste valaisan*, 23 novembre 1922, *M. Musy et l'initiative*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁴⁴ *Nouvelliste valaisan*, 30 novembre 1922, *La Garde*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁴⁵ *Nouvelliste valaisan*, 2 décembre 1922, *De Cœur et de Raison*, Ch. Saint-Maurice. Le terme de Russie est repris du texte de l'auteur.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ Délateurs qui recevaient le quart des biens de l'accusé.

... nous n'aurons plus rien à envier à la décadence romaine, et la Suisse pourra saluer ses Césars rouges de la formule funéraire par laquelle les victimes ouvraient les jeux du cirque.¹⁴⁸

Les arguments économiques sont de tous ceux présentés dans ce chapitre les plus nombreux, ce qui n'a rien d'étonnant au regard du texte de l'initiative. Ceci l'est encore moins si l'on songe au contexte socio-économique des années 1921-1922 marquées par une grave crise qui se traduit par une centaine de milliers de chômeurs à la fin février 1922¹⁴⁹.

Aussi n'est-il pas surprenant de retrouver dans nos journaux des réflexions laissant entendre que la situation est déjà assez rude pour les travailleurs¹⁵⁰ sans que le «nouvel évangile financier»¹⁵¹ ne vienne encore perturber une économie déjà en baisse à l'image de la description plutôt noire que nous rapporte le Conseiller national Baumgartner:

Unser gesamter sozialer und wirtschaftlicher Körper ist geschwächt, und unsere Wirtschaft gleicht jetzt vielfach einem Trümmerfeld.¹⁵²

Soucieuses d'amener leurs lecteurs à un refus sec et sonnant, les gazettes bourgeoises passent en revue les conséquences négatives de l'initiative socialiste.

La première projection est pour le moins particulière. Elle fait référence en effet aux biens ecclésiastiques pour mieux souligner les graves répercussions économiques d'une éventuelle acceptation. Une partie de la population germanophone peut ainsi découvrir dans les colonnes du *Walliser Volksfreund* le caractère blasphématoire du oui qui amènerait une appropriation des avoirs de l'Eglise¹⁵³. Mais l'intervention la plus significative dans ce chapitre émane du parti conservateur populaire suisse qui, relayé par *Le Valais*, met en garde ses coreligionnaires au sujet des couvents, fondations et autres corporations ecclésiastiques¹⁵⁴:

¹⁴⁸ *Nouvelliste valaisan*, 28 novembre 1922, *Frères faut-il mourir?*, Ch. Saint-Maurice. Le titre est naturellement en relation directe avec la formule à laquelle nous venons de faire allusion.

¹⁴⁹ H.-U. JOST, *Menace et repliement* in *NHSS, op. cit.*, p. 105. La moyenne annuelle en 1922 est sensiblement plus basse: 67'000 personnes. Par contre, William MARTIN, *op. cit.*, p. 311, affirme que ce nombre a dépassé 130'000 en 1922.

¹⁵⁰ *Walliser Volksfreund*, 18 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat. L'auteur se montre particulièrement inquiet à ce sujet: «Die Vermögensabgabe versündigt sich an den genannten primären Existenzbedingungen des Arbeiters in schwerster Weise.»

¹⁵¹ *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1922, *La Ruine en partie double*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁵² *Walliser Volksfreund*, 2 décembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat. (Trümmerfeld: champs de ruines). Un article du même auteur présentait déjà les mêmes arguments dans la première partie de son exposé, publiée le 8 novembre.

¹⁵³ *Ibid.* «Sie vergeift sich am kirchlichen Eigentum und bedroht dasselbe auch für eine weitere Zukunft.»

¹⁵⁴ Ce terme est emprunté au texte du PCPS.

Quelle ne serait pas la gravité de leur situation économique le jour où une pareille entaille serait faite dans le patrimoine formé au cours des siècles par les aumônes des fidèles!¹⁵⁵

Nos rédacteurs se penchent également sur les conséquences d'un verdict positif sur les finances fédérales, cantonales et même communales. L'analyse est pour le moins claire outre-Raspille à l'instar du *Walliser Volksfreund*: «Nein und tausendmal nein. Für diese alle wäre sie ein Schädling allerersten Ranges, ein härtester Schlag.»¹⁵⁶

L'opinion du *Confédéré* n'est pas moins catégorique lorsqu'il prétend que la confiscation partielle des fortunes ne diminuerait en rien les dettes des collectivités publiques¹⁵⁷ et rendrait de surcroît leur travail plus ingrat encore¹⁵⁸. Le périodique radical est rejoint en cela par son concurrent saint-mauriard qui prétend que ce projet les mettrait tous «en coupe réglée», de la Berne fédérale à la dernière commune, et d'une manière plus sonnante encore, désavantagerait gravement les bourgeoisies¹⁵⁹. Ces dernières font du reste l'objet d'une étude détaillée de la part du *Valais* qui publie un supplément nous montrant qu'elles devraient s'acquitter à elles seules de plus de deux millions et demi de francs¹⁶⁰.

Pour sa part, le *Walliser Volksfreund* craint qu'un scrutin favorable aux socialistes ne débouche sur un effondrement de la confiance en l'Etat et qu'ainsi plus personne n'ose ou ne veuille lui concéder de prêt, ce qui, dans les circonstances actuelles, le priverait de l'une des «clés de voûte du redressement économique»¹⁶¹.

Mais mieux que tous les autres, c'est une nouvelle fois Charles Haegler qui synthétise ce sentiment de crainte de l'effondrement des collectivités publiques et de leurs finances:

L'initiative acceptée, ce serait réellement le «Frères, il faut mourir!». Etats, Communes et Sociétés seraient sur la paille. Or, les budgets ne sont pas des poires, et ce n'est pas sur la paille qu'ils deviennent meilleurs.¹⁶²

¹⁵⁵ *Le Valais*, 21 novembre 1922, *Aux électeurs du Parti Conservateur populaire*, Le Comité du Parti conservateur populaire. Le recours à ce type d'argument n'est pas unique. Nous avons déjà eu l'occasion de le commenter plus haut. Il est toutefois à souligner qu'il apparaît à chaque fois dans les pages du *Valais* ou de ce qui sera son successeur *La Patrie Valaisanne*. Le Nouvelliste valaisan y fait également allusion dans son article *De Cœur et de Raison* daté du 2 décembre et signé par Ch. Saint-Maurice.

¹⁵⁶ *Walliser Volksfreund*, 11 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹⁵⁷ *Confédéré*, 20 novembre 1922, *Résolution*. Résolution de l'assemblée des citoyens libéraux-radicaux valaisans réunis à Martigny-ville, le 19 novembre 1922.

¹⁵⁸ *Confédéré*, 27 novembre 1922, *Les erreurs de l'initiative*.

¹⁵⁹ *Nouvelliste valaisan*, 2 décembre 1922, *De Cœur et de Raison*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁶⁰ Dans son numéro du 30 novembre 1922, *Le Valais* publie une annexe intitulée «Bourgeois valaisans!» qui reprend, commune après commune, les versements que chaque bourgeoisie devrait effectuer en cas d'acceptation.

¹⁶¹ *Walliser Volksfreund*, 11 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat. Dans cette dernière phrase, le terme de «clés de voûte» est une adaptation libre de «Lebens-nerve».

¹⁶² *Nouvelliste valaisan*, 28 novembre 1922, *Frères, faudrait-il mourir?*, Ch. Saint-Maurice.

Les cinq journaux choisis développent également un troisième type d'argument qui a trait aux conséquences économiques globales du 3 décembre. Fort nombreuses et présentes dans presque tous les articles hostiles à l'initiative, ces critiques sont les pièces maîtresses d'un véritable scénario catastrophe¹⁶³. Très sensible baisse de l'esprit d'initiative débouchant sur une très forte augmentation du taux de chômage¹⁶⁴ pourtant déjà particulièrement élevé, inquiétude dans le monde paysan, industrie sur le point d'arrêter toute transaction¹⁶⁵: tels sont les ingrédients de cette véritable psychose sempiternellement ressassée à laquelle il convient de rajouter des éléments plus concrets encore à l'image des propos du *Confédéré* qui, pour l'occasion, peut prétendre refléter un avis unanimement partagé par la presse du Vieux-Pays:

L'estampillage des titres et la suppression du secret professionnel des banques provoqueront l'émigration des capitaux à l'étranger. ... On assistera à une hausse notable de tous les taux d'intérêt. ... Un renchérissement général du coût de la vie en sera la première conséquence.¹⁶⁶

Cette initiative, tantôt associée aux «dîmes quintuplées prélevées sur le saint-frusquin»¹⁶⁷, tantôt comparée au même projet jugé dément des travailleurs anglais¹⁶⁸, trouve finalement son plus sérieux contradicteur dans les colonnes du *Walliser Volksfreund* qui, par le biais d'expressions très concrètes, met le mieux en évidence cette véritable hantise des conséquences économiques:

Auf jeden Fall wäre sie ein ernster Schlag gegen ein Wiederaufblühen unserer aus tausend Wunden blutenden Industrien und damit ein gleicher Schlag für die Kuh, die dem Arbeiter die Milch gibt.¹⁶⁹

«Colossale débâcle et formidable écrasement»¹⁷⁰

Hurrah! Der freie Schweizer
Will nicht bevogtet sein.
Drum standen auf die Mannen,
Den Sklavengeist zu bannen,
Und donnernd schallt es «nein!»¹⁷¹

¹⁶³ Les arguments invoqués étant pour ainsi dire les mêmes dans tous les périodiques, nous avons procédé à des recoupements évitant ainsi des redites.

¹⁶⁴ *Walliser Volksfreund*, 18 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹⁶⁵ *Nouvelliste valaisan*, 11 novembre 1922, *La Ruine en partie double*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁶⁶ *Confédéré*, 1er décembre 1922, *Votation fédérale du 3 décembre*.

¹⁶⁷ *Nouvelliste valaisan*, 18 novembre 1922, *Les Ilotes*, Ch. Saint-Maurice. Le rédacteur précise encore que l'action se déroulait «sous les anciens régimes».

¹⁶⁸ *Walliser Bote*, 15 novembre 1922, *Bauernverband und Vermögensabgabe*. Le terme «Blödsinn» est employé pour qualifier ce projet.

¹⁶⁹ *Walliser Volksfreund*, 18 novembre 1922, *Zur eidgenössischen Volksabstimmung vom 3. Dezember über die Initiative betreffend die Vermögensabgabe*, G. Baumgartner, Nationalrat.

¹⁷⁰ *Confédéré*, 4 décembre 1922, *La journée historique du 3 décembre*, G. (Maurice Gabud, rédacteur-en-chef, sans mandat politique).

¹⁷¹ *Walliser Bote*, 6 décembre 1922, *Volksabstimmung über die Vermögensabgabe, am Xavieriustage, 3. Dez. 1922*.

A l'image de cette pratique pseudo-poétique courante outre-Raspille, les marques d'autosatisfaction et de jubilation ne manquent pas. «Journée historique»¹⁷², «Triomphe du bon sens populaire»¹⁷³ ou encore l'étonnant «Non la Mort...»¹⁷⁴ témoignent de la véritable libération ressentie par nos rédacteurs au lendemain de la cuisante défaite de ceux que Charles Haegler appelle les «briseurs d'idoles»¹⁷⁵. Il est vrai que pour les défenseurs du non ce *satisfecit* général est pour le moins justifié lorsque l'on songe que le peuple suisse a rejeté cette initiative par une majorité de sept contre un avec une participation record pour l'entre-deux-guerres de 85,3 %. Après une victoire pleinement savourée tant dans les journaux rhodaniens qu'à Sion où le bruit du canon a résonné par vingt-deux fois¹⁷⁶, le débat se porte rapidement sur l'opportunité des récentes initiatives. Si pour *Le Valais* le principal redressement doit venir d'un gouvernement fort n'hésitant pas à renvoyer «la poignée d'agitateurs et d'incendiaires sur les bords du Don ou de la Volga», nombreux sont les journalistes et hommes politiques qui verraient une amélioration sensible de la conjoncture politique dans la limitation du recours aux trop fréquentes initiatives. Aussi de nouvelles conceptions éclosent-elles «comme têtards de grenouilles les jours d'orage»¹⁷⁷ tendant à modifier, à améliorer ou à aggraver le fonctionnement de ce droit populaire. L'idée la plus répandue est d'augmenter le nombre de signatures de 50 ou 100 % pour adapter le nombre de 50'000 signatures, inchangé depuis l'introduction de l'initiative en 1891, à la croissance du contingent électoral¹⁷⁸. Mais ces propos seront bientôt abandonnés et l'article 121 de la Constitution fédérale ne subira pas de modification durant l'entre-deux-guerres. L'analyse plus détaillée des résultats nous montre une Suisse unanime dans son refus et une performance des initiants plus que décevante. Cette dernière ne dépasse en effet que d'un peu plus de 22'000 voix le nombre de signatures récoltés en septembre 1921¹⁷⁹. Les pourcentages cantonaux confirment cet «effondrement»¹⁸⁰ puisqu'ils s'échelonnent de 72,4 % de non pour Bâle-Ville à 98,1 % pour les deux demi-cantons d'Unterwald. Pour sa part, le Valais atteint presque la barre des 95 % approchant ainsi de très près la moyenne des cantons catholiques qui dans l'ensemble se sont montrés les plus farouches opposants au projet socialiste.

¹⁷² *Confédéré*, 4 décembre 1922, *La journée historique du 3 décembre*, G. (Maurice Gabud).

¹⁷³ *Le Valais*, 8 décembre 1922, *Le triomphe du bon sens populaire*, M. (initiale non identifiable, ne fait pas partie des rédacteurs attitrés du *Valais*).

¹⁷⁴ *Nouvelliste valaisan*, 12 décembre 1922, *Non la Mort...*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁷⁵ *Nouvelliste valaisan*, 5 décembre 1922, *L'Effondrement*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁷⁶ Allusion bien sûr au nombre de cantons suisses.

¹⁷⁷ *Nouvelliste valaisan*, 12 décembre 1922, *Non la Mort...*, Ch. Saint-Maurice.

¹⁷⁸ Ce dernier a augmenté d'environ 50 % depuis 1891.

¹⁷⁹ Les chiffres exacts sont 87'535 signatures en 1921 et 109'702 oui contre 736'952 non le 3 décembre 1922.

¹⁸⁰ Ce terme est également le titre de l'éditorial de Charles Haegler du 5 décembre 1922.

L'analyse du tableau 5 ne nous montre que d'infimes différences à l'image des moyennes des deux parties linguistiques qui ne sont distantes que de 2,5%. Il convient toutefois de souligner les résultats des districts de Brigue, Saint-Maurice, Martigny et Entremont qui se distancent quelque peu du pourcentage cantonal. Si la région d'origine de Karl Delberg et tout particulièrement son chef-lieu n'étonnent personne en se montrant plus réceptifs aux thèses socialistes, il n'en va pas de même des arrondissements de l'Entremont et de Saint-Maurice. Contrairement à Brigue, le rôle du parti socialiste ne suffit pas à justifier cette quantité somme toute importante de oui. La solution pourrait toutefois se trouver dans la présence ou la construction d'usines hydroélectriques¹⁸¹. Enfin, signalons pour le contraste qu'il ne s'est trouvé que 4 votants de la vallée de Conches sur 1 186 pour approuver le projet proposé.

Mais ces commentaires de détails ne doivent pas faire oublier que le Valais a rejeté massivement l'initiative dite du «prélèvement unique sur la fortune». De la Furka au Léman, le peuple a ainsi suivi à la lettre les recommandations d'une presse plus mobilisée que jamais. Ainsi, après des moments d'intense émotion et un engagement qui tient plus d'une élection locale que d'une votation fédérale, les Valaisans ont trouvé dans ce scrutin sans appel un moyen de se rasséréner. Le souvenir de ce 3 décembre 1922 demeurera toutefois tenace.

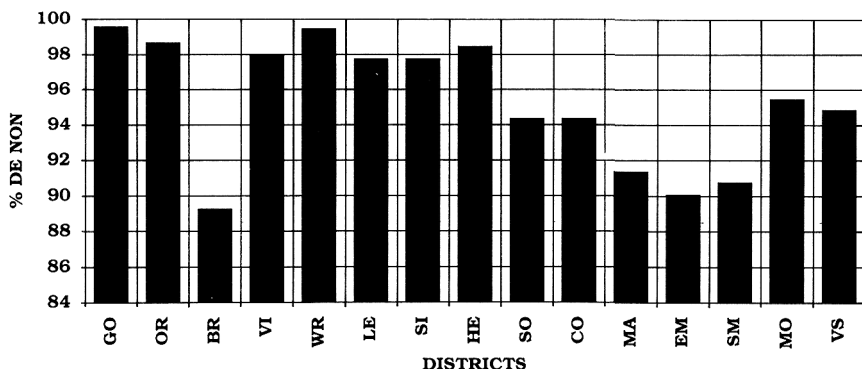


Tableau 5 – Prélèvement sur la fortune: 3 décembre 1922.

¹⁸¹ Le vote de Finhaut (St-Maurice) est de ce point de vue symptomatique avec «seulement» 80,2 % de non.

Conclusion

Cette brève analyse, témoignant d'une période riche en enseignements, a mis en évidence une presse colorée dont le rôle fut essentiel dans la formation des opinions de l'entre-deux-guerres¹⁸². Les divergences entre les partis bourgeois sont relativement peu importantes, l'essentiel de celles-ci s'exprimant lors d'élections communales ou cantonales. Ainsi, les querelles des «partis de personnalités»¹⁸³ laissent-elles la place à une véritable réflexion politique qui, par la presse représentative interposée, met en exergue le véritable cap que franchit ce canton bilingue et avec lui cette Suisse si partagée durant la *Grande Guerre*.

Terrain de lutte politique par excellence, le Valais de 1920 confirme, par le biais de la votation sur la SDN, ce véritable clivage culturel que la guerre, et avec elle «l'affaire des colonels» et celle dite de Hoffmann, avait transformé en un abrupt fossé¹⁸⁴. Le prélèvement unique sur la fortune de 1922 et son impressionnant flot d'oppositions idéologiques est par contre annonciateur d'un durable affrontement politique: celui opposant les pères socialistes de cette initiative et les partis bourgeois.

Ainsi, par une analyse détaillée de ces deux campagnes de presse, le cas du Valais nous montre une évolution qui n'ira qu'en s'affirmant durant les deux décennies de l'entre-deux-guerres helvétique. Le fossé qui, au lendemain de l'armistice de Rethondes¹⁸⁵ encore, était symbolisé par la limite linguistique de la Raspille est devenu progressivement une ligne de démarcation idéologique qui passe désormais au sein de chacune de ces régions, opposant ainsi deux conceptions antinomiques de la patrie.

Du fossé culturel, le Valais – à l'image d'une large part de la Confédération – passait ainsi à une bipolarisation idéologique.

¹⁸² Yves FOURNIER, *Attitudes de la presse valaisanne face aux votations fédérales de l'«entre-deux-guerres»*, p. 190 ss.

¹⁸³ Termes empruntés à M. DUVERGER pour qualifier des partis de familles ou clans villageois sans véritables fondements idéologiques. cf. M. Duverger, *Les partis politiques*, p. 236.

¹⁸⁴ Voir les articles du Professeur Ruffieux sur le sujet. Notons parmi ceux-ci *L'entrée de la Suisse à la Société des Nations*, p. 163.

¹⁸⁵ Armistice signé le 11 novembre 1918.

Bibliographie

Sources

Journaux

NOUVELLISTE VALAISAN: 1903, continue sous le titre *Nouvelliste et Feuille d'Avis du Valais*, St-Maurice puis Sion dès 1924, catholique-conservateur.

LE VALAIS: 1922-1927, prédécesseur de la *Patrie Valaisanne*, Sion, puis Saint-Maurice dès 1927, catholique-conservateur.

WALLISER BOTE: 1869, continue, Sion, puis Viège dès 1932, catholique-conservateur.

WALLISER VOLKSFREUND: 1920, continue, Sion, puis Naters-Brig dès 1923, catholique-conservateur.

LE CONFÉDÉDÉ: 1861, continue, Sion, puis Martigny dès 1896, radical.

L'AVENIR: 1920-1923, Lausanne, succède au journal *Le Falot*, socialiste. Fut l'un des prédeceurs du *Peuple Valaisan*.

Publications officielles

BUREAU FEDERAL DE STATISTIQUE: *Annuaire statistique suisse*, 1919 à 1939, Berne, Stämpfli & Cie.

OFFICE DE STATISTIQUE DU CANTON DU VALAIS: *Le Valais en chiffres*, Chancellerie d'Etat, Sion, 1988.

ETAT DU VALAIS: *Bulletin officiel du canton du Valais*, 1919 à 1939, Sion.

Ouvrages

Ouvrages de référence

BINER Jean-Marc: *Autorités valaisannes-Wallisier Behörden 1848-1977/79, Canton et Confédération-Kanton und Bund, Vallesia XXXVII*, Saint-Maurice, Saint-Augustin, 1982.

BLASER Fritz: *Bibliographie der Schweizer Presse*, Birkhäuser, Basel, 1956.

GRUNER Erich: *Die Schweizerische Bundesversammlung, 1920-1968, L'assemblée fédérale suisse*, Francke, Berne, 1970.

Ouvrages de référence méthodologique

- RUFFIEUX Roland: «Esquisse d'une méthode d'analyse quantitative de la presse dans les campagnes référendaires en Suisse». In: *Mélanges Bridel*, Faculté de droit, Lausanne, 1968.
- SCHUMACHER Jean-Jacques: *Contribution à l'étude des principaux courants politiques neuchâtelois vis-à-vis de l'interventionnisme fédéral en matière économique (1874-1978)*, thèse en sciences économiques, La Baconnière, Neuchâtel, 1980.

Ouvrages généraux

- DUVERGER Maurice: *Les partis politiques*, Colin, Paris, 1969.
- GREYERZ H. von: *Der Bundesstaat seit 1848, Handbuch der Schweizer Geschichte*, Zürich, 1977.
- GRUNER Erich: *Die Parteien in der Schweiz*, Francke, Bern, 1969.
- JOST Hans-Ulrich: «Menaces et repliements». In: *Nouvelle Histoire de la Suisse et des Suisses*, T. 3, Payot, Lausanne, 1983.
- KRIESI Hanspeter: *Bewegung in der Schweizer Politik, Fallsstudien zu politischen Mobilisierungsprozessen in der Schweiz*, Frankfurt am Main/New York, 1985.
- MASNATA François: *Le parti socialiste et la tradition démocratique en Suisse*, Neuchâtel, 1963.
- MARTIN William: *Histoire de la Suisse*, avec une suite de Pierre BÉGUIN: *L'histoire récente (1928-1980)*, Payot, Lausanne, 1980.
- REMOND René: *Pour une histoire politique*, Seuil, Paris, 1988.
- RUFFIEUX Roland e. a.: *L'enjeu du centre, le cas du parti démocratique-chrétien*, Ed. de la Sarine, Fribourg, 1981.
- RUFFIEUX Roland: *Le mouvement chrétien-social en Suisse romande 1891-1949*, Ed. universitaire, Fribourg, 1969.
- RUFFIEUX Roland e. a.: *La démocratie référendaire en Suisse au XXe siècle*, Ed. universitaire, Fribourg, 1973. (Études et recherches d'histoire contemporaine, série politique, vol. 3.)
- RUFFIEUX Roland: *La Suisse de l'entre-deux-guerres*, Payot, Lausanne, 1974.
- STADLER Peter: *Die Schweiz seit 1919, Handbuch der europäischen Geschichte*, Bd 7, Stuttgart, 1979.

Ouvrages concernant le Valais

- ABBET Claude: *Les débuts du mouvement syndicaliste libre et de la protection ouvrière en Valais (1900-1928)*, mém. lic., Fribourg, 1977.
- CARLEN Louis: *Walliser Politik im 20. Jahrhundert, Dr Viktor Petrig*, Naters, 1974.
- BIOLLAY Emile: *Le Valais de 1815 à 1965*, Etat du Valais, Sion, 1965, 150e anniversaire de l'entrée du Valais dans la Suisse, offert à la jeunesse par le Conseil d'Etat.
- FILLIEZ J.-Jérôme: *La vie politique en Valais entre les deux guerres (1929-1939)*, mém. lic., Fribourg, 1971.
- FOURNIER Yves: *Attitudes de la presse valaisanne face aux votations fédérales de l'entre-deux-guerres*, mém. lic. Fribourg, Salvat & Martigny, 1991.
- GRICHTING Alois: *Das Oberwallis von 1840 bis 1990, Politik, Wirtschaft, Kultur, 150 Jahre Walliser Bote*, Brig, 1990.
- GUEX André: *Le demi-siècle de Maurice Troillet*, Pillet, Martigny, 1971.
- IMHOF Josef-Marie: *Die Bildung regionaler Pressemonopole untersucht an der Entwicklung des Kanton Wallis von 1900-1970*, Fribourg, 1971.
- KAUFMANN Beat: *Die Entwicklung des Wallis vom Agrar- zum Industriekanton*, Dissertation, Univ., Basel, Keller, Winterthour, 1965.
- LOCHER Beat: *Bestrebungen zur Einführung des Proportionalwahlrechtes für die Wahl des Staatsrates im Kanton Wallis (1848-1984)*, Lizentiatarbeit phil., Fribourg, 1985.
- MICHAUD Angèle Sr: *La vie politique en Valais dans l'entre-deux-guerres (1919-1929)*, mém. lic., Fribourg, 1970.
- MICHELET Cyrille: *L'économie valaisanne en trois quarts de siècle*, Gessler, Sion, 1969, édité à l'occasion du cinquantenaire de la fédération valaisanne des producteurs de lait.
- OLSOMMER Bojen: *Banque cantonale du Valais (1858-1894) et (1917-1967)*, imprimerie moderne, Sion, 1967.
- PERRAUDIN Gérard: *Parcours d'un combattant, mémoires bric-à-brac*, Ed. Gérard Perraudin, Sierre, 1988.
- PITTELOUD Marguerite-Ch.: *Le mouvement chrétien-social dans le Valais romand (1891-1949)*, Fribourg, 1969.
- RAPPARD William: *La Constitution fédérale de la Suisse de 1848 à 1948*, La Baconnière, Neuchâtel, 1948.
- REY Alfred: *Le syndicalisme libre en Valais (1919-1969)*, s.l., 1970.
- RIBORDY François-Xavier: *Le Grand Conseil Valaisan. Essai d'interprétation de l'évolution politique valaisanne (1921-1965)*, mém. lic. sociologie, Genève, 1966.
- RIVAZ Paul de: *Histoire contemporaine du Valais*, imprimerie Fiorina, Sion, T.1 1946, T. 2 1950.

ROH Henri: *Fédéralisme politique et décentralisation économique et industrielle. Exemple de la Suisse et du Valais*, thèse univ. Paris, Sion, 1960.

SALAMIN Michel: *Le Valais de 1798 à 1940*, Ed. du Manoir, Sierre, 1978.

SZEKENDY Peter: *Das gespaltene Wallis*, Seminararbeit Staatsrecht, Bern, 1988.

WINDISCH Uli: *Analyse sociologique des systèmes politiques locaux avec une étude de cas sur une commune du Valais*, L'Age d'Homme, Lausanne, 1976.

Articles

ANDREY Georges: «Les élections au Conseil national dans le Bas-Valais, 1850-1930». In: *Développement et mutations du Valais*, Groupe valaisan de sciences humaines, 1976.

ARLETTAZ Gérard: «La presse libérale et la naissance de l'information politique en Suisse française». In: *Société et culture du Valais contemporain*, 1984.

BENDER Philippe: «La participation radicale au Conseil d'Etat (1848-1978)». In: *Confédéré-FED*, 1978.

GUEx André: «L'apprentissage d'un homme d'Etat 1905-1913: Maurice Troillet». In: *Vallesia*, XXXIII, 1978. (Mélanges offerts à André Donnet pour son 65e anniversaire.)

IMHOF Arthur: «Chronologie des journaux valaisans». In: *Annales valaisannes*, 16, 1940.

MELANGES: «Mélanges publiés à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la réunion du Valais à la Suisse (1815-1965)». In: *Annales valaisannes*, 1965.

RIVAZ Paul de: «Vingt-cinq ans de vie politique du Valais contemporain (1906-1932)». In: *Annales valaisannes*, 1965. (Pages présentées par Michel SALAMIN.)

ROH Henri: «L'économie valaisanne au cours de ce dernier quart de siècle». Tiré-à-part, Sion, 1952.

RUFFIEUX Roland: «L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Le grand tournant de 1919». In: *Cahiers Vilfredo Pareto, revue européenne des sciences sociales*, No 22-23, Droz, Genève, 1970.

RUFFIEUX Roland: «L'entrée de la Suisse dans la Société des Nations. Analyse d'une décision». In: *Revue suisse d'histoire*, T.2, fasc. 2, 1961.

WINDISCH Uli: «La communauté de Chermignon-d'en-Bas. Une collectivité locale passe d'une économie traditionnelle à une économie moderne». In: *Annales valaisannes*, 1970.